



**AUDA-NEPAD**  
AFRICAN UNION DEVELOPMENT AGENCY

# INITIATIVE "ENERGIZE AFRICA"

Phase préparatoire (2023-2024)  
Document de projet



© Agence de développement de l'Union africaine - NEPAD  
230 15<sup>eme</sup> Rue, Midrand, Johannesburg, Afrique du Sud  
Tel : +27-11 256 3600  
Email : [info@nepad.org](mailto:info@nepad.org)  
Web : [www.nepad.org](http://www.nepad.org)  
Twitter: [@Nepad\\_agency](https://twitter.com/Nepad_agency)  
[#TheAfricaWeWant](https://twitter.com/TheAfricaWeWant)

ISBN: 978-1-7764191-8-0

Avril 2023

Ce travail est le fruit des efforts de l'Agence de Développement de l'Union Africaine - NEPAD.

Citation recommandée :

Document de projet de l'Initiative Energize Africa - Phase préparatoire 2023-2024. 2023. AUDA-NEPAD, Midrand, Afrique du Sud.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>SYNTHESE DU PROJET</b> .....	3
<b>ACRONYMES</b> .....	5
<b>DÉFINITIONS</b> .....	6
<b>1. INTRODUCTION</b> .....	8
1.1 Portée et justification.....	8
1.1.1 Positionnement de l'initiative Energize Africa .....	9
<b>2. PROBLÈME DE DÉVELOPPEMENT (DÉFIS ET OPPORTUNITÉS)</b> .....	10
2.1 Analyse contextuelle.....	10
2.1.1 Performance insuffisante des systèmes de prestation de services publics.....	10
2.1.2 Défis en matière de réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes.....	11
2.1.3 Écosystèmes d'innovation pour l'Innovation et l'entrepreneuriat.....	11
2.1.4 Restriction des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les jeunes et les PME axées sur les jeunes ....	14
2.1.5 Importance des technopôles pour l'IEA et exemples concrets.....	15
<b>3. OBJECTIFS ET THÉORIE DU CHANGEMENT</b> .....	18
3.1 But et objectifs du projet.....	18
3.2 Théorie du changement .....	18
3.2.1 Cadre général .....	18
3.2.2 Ce que va réaliser l'IEA.....	19
<b>4. CONCEPTION DU PROGRAMME</b> .....	20
4.1 Vision du programme, impact stratégique, résultats et réalisations .....	20
4.2 Déploiement progressif du programme.....	22
4.2.1 Phase préparatoire : Janvier 2023 à juin 2024 .....	22
4.2.2 Phase d'expansion et de mise à l'échelle 2 : 2025 - 2029.....	22
<b>5. CADRE DE MISE EN OEUVRE</b> .....	23
5.1 Dispositions de mise en œuvre, gestion et gouvernance .....	23
5.1.1 Interne (au sein de l'AUDA-NEPAD).....	23
5.1.2 Responsabilités internes .....	25
5.1.3 Dispositions externes .....	25
5.2 Gestion des connaissances, gestion des risques, suivi et évaluation, communication et plaidoyer .....	26
5.2.1 Cadre des résultats.....	26
5.2.2 Gestion des risques .....	26
5.3 Suivi et évaluation du programme.....	26
5.4 Engagement et sensibilisation des parties prenantes.....	26
5.5 Durabilité, résilience et stratégie de sortie du projet.....	28
5.6 Stratégie de sortie .....	28
<b>6. BUDGET</b> .....	29
<b>7. RÉFÉRENCES</b> .....	30
<b>8. ANNEXE</b> .....	31

## LISTE DES GRAPHIQUES

<b>Graphique 1</b> - Les quatre optiques de l'initiative Energize Africa.....	9
<b>Graphique 2</b> - Top 10 Tech Hubs in Africa.....	16
<b>Graphique 3</b> - Voies d'impact de l'initiative Energize Africa de l'AUDA-NEPAD.....	20
<b>Graphique 4</b> - Résultats de l'initiative " Energize Africa " de l'AUDA-NEPAD.....	21
<b>Graphique 5</b> - Cadre de gestion du projet.....	24
<b>Graphique 6</b> - Catégories de parties prenantes et de partenaires.....	27

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1</b> - Responsabilités de la direction, Initiative " Energize Africa " de l'AUDA-NEPAD.....	25
<b>Tableau 2</b> - Budget global de Energize Africa AUDA-NEPAD, pour la phase préparatoire (janvier 2023 à juin 2024).....	29
<b>Tableau 3</b> - Budget de l'unité de coordination.....	29

## TABLEAUX DE L'ANNEXE

<b>Tableau de l'Annexe A1</b> - Phase préparatoire, Energize Africa : Cadre des résultats du programme.....	31
<b>Tableau de l'Annexe A2</b> - Energize Africa / AUDA-NEPAD : Plan de travail de la phase préparatoire.....	37
<b>Tableau de l'Annexe A3</b> - Budget global détaillé de la phase préparatoire de Energize Africa AUDA-NEPAD.....	44
<b>Tableau de l'Annexe A4</b> - Plan d'engagement des parties prenantes et des partenaires a Energize Africa AUDA-NEPAD - Phase 1 (2023-24).....	47

## SYNTHESE DU PROJET

<b>Titre du projet</b>	Initiative "Energize Africa" de l'AUDA-NEPAD : Catalyser les opportunités pour les jeunes africains
<b>Contexte et justification</b>	L'AUDA-NEPAD a mené des actions importantes auprès des États membres. Des fonctionnaires de haut rang des ministères des finances et de la planification économique ainsi que des ministères sectoriels clés et certains chefs d'État et de gouvernement (HoSG) ont été consultés. Les chefs d'État et de gouvernement ont résolument appelé à des interventions spécifiques afin de mobiliser une participation croissante des jeunes quel que soit leur genre, aux activités économiques - en exploitant leurs aptitudes et leurs compétences pour redynamiser des activités économiques et industrielles compétitives, résilientes et hautement productives. Pour ce faire, il convient de renforcer et de garantir des systèmes de prestation de services adaptés au secteur public. Ainsi, l'initiative "Energize Africa" de l'AUDA-NEPAD représente un programme phare unique répondant à cet appel.
<b>Vision</b>	Amélioration des perspectives économiques et du développement inclusif.
<b>Impact attendu</b>	Les capacités de la jeunesse africaine sont exploitées pour stimuler une croissance socio-économique accélérée et inclusive, par l'innovation et l'amélioration de la prestation des services publics.
<b>Stratégie</b>	Amélioration de la capacité des États membres de l'UA à mobiliser les jeunes dans des entreprises stratégiques publiques-privées tout en renforçant le développement basé sur les innovations nationales et régionales.
<b>Résultat 1 :</b> Renforcement de la participation des jeunes pour une prestation de services publics efficace et efficiente	<b>Objectifs 1.1 :</b> Le potentiel des jeunes est exploité pour soutenir les prestations du secteur public
	<b>Objectifs 1.2 :</b> Le marché commun numérique continental des aptitudes et des compétences est mis en place
	<b>Objectifs 1.3 :</b> Le cadre réglementaire régional des qualifications est instauré pour permettre la circulation transfrontalière des compétences.
	<b>Objectifs 1.4 :</b> Une approche efficace d'intégration du genre adoptée dans tous les secteurs et toutes les chaînes de valeur économiques
<b>Résultat 2 :</b> Des écosystèmes d'innovation renforcés pour une participation active des jeunes dans un secteur privé et public dynamique	<b>Objectifs 2.1 :</b> Les pôles d'innovation existants et nouveaux sont renforcés pour des écosystèmes d'innovation nationaux efficaces et une participation accrue des jeunes
	<b>Objectifs 2.2 :</b> Des systèmes de services financiers adaptés aux jeunes et au genre pour soutenir les innovations sont élaborés
<b>Résultat 3 :</b> Une plus grande viabilité des PME axées sur les jeunes et axées sur les jeunes pour stimuler la performance des secteurs économiques stratégiques	<b>Objectifs 3.1 :</b> Les capacités et les connaissances des MPME dirigées par les jeunes sont renforcées pour leur permettre de devenir des entreprises viables et compétitives
	<b>Objectifs 3.2 :</b> Les PME dirigées par les jeunes sont soutenues pour accéder au financement et aux services financiers en vue d'une contribution accrue aux secteurs stratégiques
	<b>Objectifs 3.3 :</b> Les capacités commerciales des PME et les bénéfices qu'elles tirent de la ZLECAf sont renforcés
<b>Alignement avec l'Union Africaine</b>	Projet synchronisé avec le cadre à moyen terme de l'UA et le deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 (STYIP) ainsi que la Décennie des femmes africaines pour l'inclusion financière et économique (2020-2030).
<b>Pays participants</b>	L'Initiative est conçue pour collaborer avec tous les États membres de l'UA et les soutenir en élaborant un modèle de prestation dirigé par les États membres et aligné sur leurs systèmes. Cela sera réalisé grâce à une cohorte de pays qui se feront les champions de la mise en œuvre des activités dans chaque domaine prioritaire au cours de la phase préparatoire. Ainsi, l'état de préparation et l'intérêt des États membres sont essentiels aux critères d'engagement.
<b>Cadre de mise en œuvre :</b> Partenaires et contrepartie(s)	Les modalités de mise en œuvre de l'Initiative sont inhérentes aux systèmes de planification, de gestion et d'exécution de l'AUDA-NEPAD. Les principaux partenaires sont les États membres de l'UA et les communautés économiques régionales, ainsi que les partenaires techniques et au développement concernés. Différents partenaires interviennent dans différents pays pour un même résultat.

<b>Phase préparatoire</b> (Dates de début et de fin)	Janvier 2023 à juin 2024
<b>Phase principale</b> (Dates de début et de fin)	Juin 2024 à juin 2029
<b>Contribution au cadre stratégique de l'AUDA-NEPAD</b>	Alignement sur les tendances régionales (en Afrique) et mondiales en matière de développement
<b>Contribution aux aspirations et aux objectifs de l'Union africaine 2063</b>	<p>ASPIRATION 1 : Une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable; OBJECTIF (4) Économies transformées (PRIORITÉS Croissance économique durable et inclusive, fabrication / industrialisation et valeur ajoutée axées sur les STI. Diversification économique et résilience)</p> <p>ASPIRATION 3 : Une Afrique de la bonne gouvernance, de la démocratie, du respect des droits de l'homme, de la justice et de l'État de droit ; OBJECTIF (12) Mise en place d'institutions compétentes et d'un leadership transformateur (PRIORITÉS Institutions et leadership ; développement participatif et gouvernance locale)</p> <p>ASPIRATION 6 : Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants; OBJECTIF (17) Égalité complète entre les hommes et les femmes dans toutes les sphères de la vie ; Violence et discrimination à l'égard des femmes et des filles) ; OBJECTIF (18) Des jeunes et des enfants engagés et autonomes ; (PRIORITÉS: autonomisation des jeunes)</p> <p>ASPIRATION 7 : Une Afrique qui agit en tant qu'acteur et partenaire fort, uni et influent sur la scène mondiale. OBJECTIF 20 : L'Afrique entièrement capable et dispose des moyens de financer son développement ((PRIORITES Marché des capitaux africains ; Système fiscal et recettes du secteur public ; Aide au développement).</p>
<b>Alignement et contribution aux ODD</b>	Le projet s'aligne avec les ODD suivants : ODD 5 : Égalité entre les hommes et les femmes ; ODD 8 : Travail décent et croissance économique ; ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure ; et ODD 10 : Inégalité réduite.
<b>Budget total de la PHASE PRÉPARATOIRE</b>	L'estimation du budget global de l'initiative "Energize Africa" de l'AUDA-NEPAD pour la Phase préparatoire (janvier 2023 à juin 2024) est de l'ordre de 9.7429.224 dollars E-U, dont 837.000 dollars E-U pour la coordination générale du programme et la mobilisation des parties prenantes.



## ACRONYMES

<b>AGNU</b>	Assemblée générale des Nations unies
<b>AIDI</b>	Alliance pour l'innovation dans le développement international
<b>AUDA-NEPAD</b>	Agence de développement de l'Union africaine
<b>CdE</b>	Centres d'excellence
<b>CER</b>	Communautés économiques régionales
<b>CSEP</b>	Cadre de suivi et d'évaluation participatif
<b>CUA</b>	Commission de l'Union africaine
<b>GSMA</b>	Groupe Spécial Mobile
<b>HoSG</b>	Chefs d'État et de gouvernement
<b>HSGOC</b>	Comité d'orientation des chefs d'État et de gouvernement
<b>DPI</b>	Droits de propriété intellectuelle
<b>EM</b>	États membres
<b>IEA</b>	Initiative "Energize Africa"
<b>KMPE</b>	Gestion des connaissances et évaluation des programmes
<b>MAEP</b>	Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
<b>MPME</b>	Micro, petites et moyennes entreprises
<b>NEET</b>	Sans emploi, éducation ou formation
<b>NEPAD</b>	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>ONG</b>	Organisations non-gouvernementales
<b>ONU</b>	Nations Unies
<b>PAP</b>	Parlement panafricain
<b>PDCP</b>	Direction "Exécution et coordination des programmes
<b>PDDAA</b>	Programme détaillé de développement agricole africain
<b>PdE</b>	Protocole d'accord
<b>PIDA</b>	Programme pour le développement des infrastructures en Afrique
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>R&amp;D</b>	Recherche et développement
<b>SEI</b>	Sommet sur les écosystèmes d'innovation
<b>STI</b>	Science, technologie et innovation
<b>STISA</b>	Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique
<b>STYIP</b>	Deuxième plan décennal de mise en œuvre
<b>TIC</b>	Technologies de l'information et de la communication
<b>UA</b>	Union africaine
<b>ZLEC</b>	Zones de libre-échange continentales
<b>ZLECAf</b>	Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine

## DÉFINITIONS

**ACCÉLÉRATEUR** – Un accélérateur est une structure qui propose d'autres programmes à durée déterminée et basés sur des cohortes pour aider les entreprises en phase de croissance à atteindre une certaine évolutivité et autosuffisance, en offrant des services de conseil, de mentorat, des ateliers, des réseaux et généralement des investissements en espèces ou en nature.

---

**ÉCOSYSTÈME** – Un écosystème est un cadre dynamique composé d'un ensemble de parties prenantes - start-ups, pôles, investisseurs, institutions académiques, institutions publiques, entreprises - qui interagissent et s'engagent les unes avec les autres pour saisir de nouvelles opportunités, soutenir l'innovation et renforcer l'environnement commercial global pour des entités à différents stades, secteurs et emplacements géographiques.

---

**ÉCOSYSTÈME D'INNOVATION** – désigne l'ensemble évolutif des intervenants, des activités et des artefacts, ainsi que les institutions et les relations, y compris les relations de complémentarité et de substitution, qui sont importants pour la performance innovante d'un intervenant ou d'une population d'intervenants. Il s'agit d'"une communauté d'intervenants hétérogènes interdépendants coordonnés par une structure de co-alignement qui fournissent collectivement un résultat au niveau de l'écosystème". Ce sont aussi des "réseaux de co-innovation, dans lesquels les intervenants des organisations concernées par les fonctions de production de connaissances, de création de richesses et de contrôle des normes interagissent les uns avec les autres en formant des relations de co-évolution et d'interdépendance (directes ou indirectes) dans des contextes inter-géographiques, et, à travers lesquels de nouvelles idées et approches provenant de diverses sources internes et externes sont intégrées dans une plateforme afin de générer des valeurs partagées pour la transformation durable de la société".

---

**ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES** – Désigne l'absence de discrimination basée sur le sexe dans l'attribution des ressources et des avantages ou dans l'accès aux services, aux droits et aux opportunités. L'égalité entre les femmes et les hommes suppose que les intérêts, les besoins et les priorités des femmes et des hommes soient pris en considération, en reconnaissant la diversité des différents groupes de femmes et d'hommes. L'égalité entre les femmes et les hommes est considérée à la fois comme une question de droits de l'homme et comme une condition préalable et un indicateur d'un développement durable axé sur les populations.

---

**ESPACE DE COWORKING** – Un espace de co-working est un espace de travail physique partagé qui fournit des installations de bureau et une plateforme communautaire aux start-ups, aux petites entreprises et aux travailleurs indépendants - offrant des contrats raisonnables et flexibles à ses utilisateurs et encourageant l'apprentissage par les pairs, la mise en réseau, le renforcement des capacités et la collaboration.

---

**HACKATHON** – Un hackathon est un événement axé sur la technologie qui se déroule sur une période déterminée pouvant généralement s'étendre d'un jour à une semaine, et qui rassemble des spécialistes de la programmation informatique, de la création numérique, de la technologie ou du développement de logiciels afin de collaborer sur des idées ou des concepts spécifiques pour trouver des solutions à un problème ou concevoir, développer et créer des produits minimum viables.

---

**HACKERSPACE ET MAKERSPACE** – Un espace de fabrication est une installation physique ou un laboratoire équipé de machines, d'outils technologiques et d'autres équipements pour aider les communautés et les individus à cocréer et à explorer des idées, à créer des prototypes et à tester des produits, ainsi qu'à développer des compétences et des connaissances techniques.

---

**INCUBATEUR** – Un incubateur est une structure de soutien qui aide les jeunes entreprises à passer de l'idée à l'entreprise, en offrant des services de conseil, des ressources, des ateliers et des formations pratiques qui guident les entrepreneurs dans la définition et le perfectionnement de leurs modèles d'entreprise et de leurs propositions de valeur en vue de devenir des entreprises durables. Ils disposent parfois d'une réserve de liquidités limitée pour soutenir les entreprises.

---

---

**INITIATIVE** – volonté et capacité d’initier une action qui nécessite la convergence de plusieurs autres parties prenantes importantes.

---

**INNOVATION** – Dans son sens le plus large, l’innovation couvre les activités et les processus associés à la génération, la diffusion, l’adaptation et l’utilisation de la technologie et des connaissances. Ce n’est que lorsque les connaissances sont converties en produits et processus et utilisées par la société d’une manière économiquement significative qu’elles deviennent une innovation (Anonyme). L’innovation est une nouvelle solution ayant la capacité transformatrice d’accélérer l’impact. La solution peut être un produit ou un service basé sur la technologie ou impliquer de nouvelles méthodes de travail, de nouveaux modèles commerciaux ou d’autres améliorations révolutionnaires dans la prestation de services essentiels pour résoudre un problème complexe (AIDI).

---

**POLE** – Un pôle est un centre, une structure ou un réseau comprenant des acteurs soutenant ou facilitant le développement d’un environnement propice à l’entrepreneuriat ou à l’innovation. Les villes sont également souvent définies comme des pôles lorsqu’elles représentent des noyaux importants pour les entreprises et les investissements.

---

**POLE D’INNOVATION** – Un pôle d’innovation est un centre d’apprentissage, de réflexion et de création participative. Il constitue un espace communautaire favorisant les idées novatrices et les mutations du marché, et soutient les méthodes créatives de règlement des problèmes en offrant un soutien de base durant tout le cycle de vie d’une start-up.

---

**PORTEFEUILLE** – Un portefeuille est un ensemble de personnes ou d’organisations qui font partie ou qui ont finalisé (partiellement) un programme de pôle, soit qui sont bénéficiaires d’un investissement direct ou indirect d’un investisseur ou d’un fonds. Les systèmes de santé fragiles se caractérisent par un besoin de plus de capacités pour préparer, atténuer et s’adapter rapidement aux risques posés par les chocs sanitaires externes. Lorsque les systèmes de santé sont résilients, l’écosystème peut s’adapter à ces chocs de manière efficace et démontrer des indicateurs de la solidité et de la capacité de transformation de la planification et de la réponse aux perturbations du système de santé. La gouvernance du paysage des systèmes de santé est clairement apparue comme un élément fondamental pour renforcer la résilience de l’architecture sanitaire mondiale suite aux chocs posés par la COVID-19.

---

**PROGRAMME PHARE DE L’AUDA-NEPAD** – L’AUDA-NEPAD mettra également en œuvre les programmes phares catalyseurs de l’UA. Il s’agit de programmes nationaux, multinationaux ou régionaux distincts, conçus et mis en œuvre principalement dans un but de la transformation catalytique. Cela implique les trois (3) options suivantes : (a) de démontrer la ou les solutions, soit (b) d’étudier le problème/identifier la solution, soit (c) d’amorcer certains accords de partenariat, notamment dans le cadre de collaborations entre le secteur privé, le secteur public et la société civile et d’accords de mise en œuvre conjointe.

---

**SYSTÈME D’INNOVATION** – “Le réseau d’institutions des secteurs public et privé dont les activités et les interactions initient, importent, modifient et diffusent les nouvelles technologies”. (Freeman, 1987). “... les éléments et les relations qui interagissent dans la production, la diffusion et l’utilisation de connaissances nouvelles et économiquement utiles ... et qui sont situés ou enracinés à l’intérieur des frontières d’un État-nation.” (Lundvall, 1992) “... un ensemble d’institutions dont les interactions déterminent la performance innovatrice ... des entreprises nationales.” (Nelson, 1993) “les institutions nationales, leurs structures d’incitation et leurs compétences, qui déterminent le taux et la direction de l’apprentissage technologique (ou le volume et la composition des activités génératrices de changement) dans un pays.” (Patel et Pavitt, 1994) “Cet ensemble d’institutions distinctes contribue conjointement et individuellement au développement et à la diffusion de nouvelles technologies et fournit le cadre dans lequel les gouvernements élaborent et mettent en œuvre des politiques visant à influencer l’innovation. En tant que tel, il s’agit d’un système d’institutions interconnectées pour créer, stocker et transférer les connaissances, les compétences et les produits qui définissent les nouvelles technologies”. (Metcalfe, 1995).

---

# 1. INTRODUCTION

## 1.1 Portée et justification

L'initiative "Energize Africa" (IEA) de l'AUDA-NEPAD est une réponse directe aux appels lancés par les États membres en faveur d'interventions concertées et soutenues en matière d'intégration de la dimension de genre pour offrir, à grande échelle, des opportunités de revenus (emplois et entrepreneuriat), pour les jeunes quel que soit leur genre, en mettant un accent particulier sur les jeunes femmes. L'Afrique est le continent ayant la population la plus jeune au monde. En 2022, environ 60% de la population avait moins de 25 ans. D'ici 2035, la population africaine en âge de travailler devrait s'accroître de 450 millions de personnes, soit près de 70 %<sup>1</sup>. Les jeunes représentent une ressource importante (en termes de compétences intellectuelles et techniques, etc.) à même de rendre le continent africain compétitif au niveau mondial et contribuer à stimuler la croissance économique et le développement de l'Afrique. D'autre part, les États membres continuent de souligner les performances généralement faibles des services publics - ce qui a un impact négatif sur les performances commerciales et économiques ainsi que sur le développement inclusif.

Grâce à des consultations approfondies menées avec les États membres au cours du second semestre 2022, le leadership de l'AUDA-NEPAD a exploré des options pour des interventions ambitieuses, contextuelles et axées sur les résultats et le genre, afin de rallier une participation accrue des jeunes aux activités économiques - en utilisant leurs aptitudes et leurs compétences en vue de redynamiser des activités économiques, industrielles et de service public compétitives, résilientes et hautement productives. Ainsi, l'initiative "Energize Africa" de l'AUDA-NEPAD est une initiative phare unique de l'UA répondant aux besoins exprimés par les États membres. Cette initiative phare permet d'élaborer des interventions de programme pour régler les problèmes contextuels en vue de galvaniser une **décision politique** et un **ensemble d'actions** concertées basées sur les systèmes, afin d'apporter des changements, notamment en termes de systèmes de prestation de services publics plus

efficaces, efficaces, adaptés et responsables, d'une part, et d'opportunités de revenus complémentaires pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes, d'autre part. L'Initiative mobilisera la volonté et les intérêts politiques actifs souhaités, les capacités techniques et les compétences intellectuelles, la conformité institutionnelle et les ressources financières d'investissement de divers secteurs, disciplines et niveaux dans des interventions **actives** et systématiquement coordonnées.

L'Initiative propose des approches intégrées à l'échelle des systèmes pour produire, de manière significative, un impact transformateur sur les objectifs et les cibles de l'Agenda 2063 de l'Afrique. Elle permettra notamment de catalyser et de faciliter l'expansion de la capacité locale à engager et à utiliser les aptitudes et les compétences des jeunes hommes et femmes dans des activités économiques et industrielles robustes, ouvrant ainsi davantage de possibilités de revenus (emplois et entrepreneuriat) pour les jeunes quel que soit leur genre, tout en prenant en compte les différents rôles et responsabilités attribués aux femmes et aux hommes dans un contexte socioculturel, économique et politique spécifique, ainsi que la diversité de leurs besoins. De cette manière, l'initiative contribuera directement à accélérer l'égalité entre les hommes et les femmes, le changement transformationnel et l'impact sur les objectifs clés de l'Agenda 2063.

L'Initiative s'inscrit dans le cadre général du programme de travail de l'AUDA-NEPAD. Elle sera mise en œuvre et soutenue par des alliances de collaboration et de partenariat et des programmes conjoints. L'engagement et la participation des États membres restent l'un des piliers cardinaux de la mise en œuvre et de la justification de l'Initiative. Un nombre croissant d'États membres ont approuvé l'idée et se sont également engagés à collaborer à sa domestication et à son exécution dans leurs pays.

Le concept de l'Initiative a été officiellement lancé en septembre 2022 lors d'une série d'événements publics organisés en marge de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) 2022. Plusieurs partenaires potentiels ont également exprimé leur volonté de collaborer et de soutenir l'Initiative par le financement technique ou l'investissement.

<sup>1</sup> Banque mondiale (2017) Créer des emplois pour la population croissante de l'Afrique. Disponible sur: <https://www.worldbank.org/en/topic/competitiveness/publication/creating-jobs-for-africas-growing-population>

## 1.1.1 Positionnement de l'initiative Energize Africa



**Graphique 1** - Les quatre optiques de l'initiative Energize Africa

Alors que le nombre et la diversité des partenaires et des collaborateurs s'accroissent, l'IEA est un "mouvement" en pleine expansion, porté par le programme unique et les solutions innovantes de l'initiative visant à inclure les jeunes hommes et les jeunes femmes dans les efforts de transformation économique. Le mouvement se développe dans sa volonté et sa capacité à initier des actions rassemblant de nombreuses parties prenantes importantes, mobilisant une volonté politique plus forte, des intérêts communs, des ressources techniques, intellectuelles et financières, des capacités et des biens. Un plus grand alignement institutionnel au sein de ce mouvement conduira à des interventions

..... systématiquement coordonnées et à des ressources financières d'investissement dans tous les secteurs. L'IEA comporte un volet jeunesse dans sa conceptualisation, sa conception et la mise en œuvre de ses programmes et activités. Les jeunes sont les principaux catalyseurs des réformes des services publics, de la transformation des écosystèmes d'innovation et des entreprises plus dynamiques pilotées et détenues par des jeunes. L'IEA considère donc les jeunes comme les principaux bénéficiaires de ses interventions. Une mesure clé de la réussite sera la visibilité des jeunes hommes et femmes, de leur leadership, de leurs innovations et de leur énergie dans toutes les activités de l'Initiative.



## 2. PROBLÈME DE DÉVELOPPEMENT (DÉFIS ET OPPORTUNITÉS)

### 2.1 Analyse contextuelle

L'Afrique est le continent le plus jeune et celui qui connaît la croissance la plus rapide au monde. Des études montrent que d'ici 2030, le nombre de jeunes dans la population active africaine passera à 375 millions<sup>2</sup>. Selon le Fonds monétaire international, les prévisions actuelles sur la croissance démographique du continent, il y aura plus de jeunes Africains qui entreront dans la vie active chaque année que dans tout le reste du monde réuni d'ici 2035. Toutefois, le défi que pose cette trajectoire de croissance est l'écart important entre le nombre de jeunes à la recherche d'un emploi et le peu d'opportunités disponibles. De plus, il existe une inadéquation entre les compétences des jeunes qui entrent dans la vie active et les besoins des employeurs ou les conditions requises pour la création d'entreprise.

L'exclusion générale des jeunes Africains des circuits économiques et du secteur des affaires, de la praxis de la politique économique nationale, ainsi que des structures et de la prestation des services publics existe dans toutes les nations africaines sur lesquelles l'IEA se concentre directement. De plus, les jeunes Africains, pourtant créatifs, ne peuvent généralement pas convertir leurs "idées fraîches et audacieuses" et leurs innovations potentielles en entreprises dynamiques qui stimulent l'esprit d'entreprise. En outre, les jeunes sont souvent tenus à l'écart de la prise de décision, et leur potentiel et leurs idées ne sont pas pris en compte dans la recherche générale.

L'initiative Energize Africa fait donc sien l'appel à l'action lancé par la proclamation de la Charte de la jeunesse de l'Union africaine, et constitue une plateforme de mise en œuvre de la charte. Cette initiative s'appuie sur la reconnaissance par la charte **"que les jeunes hommes et femmes sont des partenaires, des atouts et une condition préalable au développement durable, à la paix et à la prospérité de l'Afrique, et qu'ils ont une contribution unique à apporter au développement actuel et futur du continent"**. L'IEA vise à dynamiser et utiliser l'esprit d'innovation et de créativité de la population des jeunes africains pour stimuler la croissance économique du continent et la transformation des économies africaines par la création d'emplois, l'innovation et l'esprit d'entreprise.

#### 2.1.1 Performance insuffisante des systèmes de prestation de services publics

La prestation de services publics reste une question urgente dans toute l'Afrique et, du point de vue et de l'expérience des populations en général, elle constitue l'un des "facteurs de développement" sous-jacents les plus préoccupants. En outre, le service public n'exploite actuellement que très peu la main-d'œuvre jeune (dont la plupart sont fraîchement diplômés des universités et des collèges) pour renforcer les capacités spécialisées et expertes du service public. La représentation des jeunes dans les institutions publiques est essentielle pour garantir que les décisions publiques prennent en compte différentes perspectives, que les solutions politiques bénéficient d'un large éventail d'expériences et de compétences, et que les résultats politiques soient durables et répondent aux intérêts, aux besoins et aux spécificités de tous les citoyens, OCDE (2020). Il est urgent que les systèmes de service public adoptent les innovations technologiques et les innovations émergent rapidement pour assurer une gestion et des systèmes de prestation efficaces et efficients : par exemple, l'amélioration de la rapidité d'exécution, la prévisibilité, la responsabilité et le rapport qualité-prix. Les politiques ne comportent pas les préoccupations des jeunes citoyens, même s'ils représentent près de soixante pour cent (60%) de la population total.

Les expériences liées à la COVID-19 ne sont qu'un exemple parmi d'autres qui ont mis en lumière les insuffisances et les fragilités des systèmes de prestation de services publics. Cela affecte de manière significative et directe la qualité des moyens de subsistance, et constitue l'un des facteurs critiques limitant la croissance économique. Les appels à une meilleure prestation (efficace, efficiente et appropriée) des services publics revêtent un caractère urgent et impératif. Les performances des services publics en Afrique sont inférieures à celles des autres pays en développement et sont beaucoup moins efficaces et plus coûteuses (Foster & Briceno ; 2010<sup>3</sup>). En tant que catalyseur des entreprises et des entreprises de croissance économique, le facteur de prestation de services publics faible/mauvais constitue une contrainte fondamentale dans les efforts déployés par les États membres en vue de la croissance économique et du développement.

Les raisons de ce faible niveau de performance en matière de prestation de services publics sont nombreuses et varient sur le continent. Elles sont également dynamiques et peuvent

<sup>2</sup> [https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/features/WCMS\\_570043/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/features/WCMS_570043/lang--en/index.htm)

<sup>3</sup> "Foster, Vivien ; Briceno-Garmendia, Cecilia. 2010. L'infrastructure de l'Afrique : Un temps pour la transformation : Un temps pour la transformation. Forum pour le développement de l'Afrique. Banque mondiale. © Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/2692> Licence : CC BY 3.0 IGO."

aller des questions techniques aux "questions sociales", en passant par les valeurs et les normes. Un point commun au facteur social est celui des aptitudes et des compétences, notamment en ce qui concerne le gigantesque programme de développement économique inclusif. Au fur et à mesure que la prestation de biens et de services publics devient plus complexe, la capacité du secteur public à s'adapter et à répondre à la fois (a) à ce qui est fourni et (b) à la manière dont cela est fourni devient une question d'intérêt primordiale pour tous les États membres. Elle concerne autant les gouvernements et le secteur public que le secteur privé.

### **2.1.2 Défis en matière de réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes**

L'autonomisation des femmes signifie leur capacité à participer de manière égale aux sphères sociales, économiques et politiques ; leur accès aux ressources productives et leur contrôle sur celles-ci, l'accès à un travail décent, le contrôle de leur propre temps ; une voix plus forte et une participation significative aux processus de prise de décision économique à tous les niveaux, du ménage, du quartier, de la communauté, des parlements, aux institutions internationales. En effet, les femmes sont l'épine dorsale de nos sociétés africaines, lorsqu'elles sont autonomes, elles favorisent la croissance économique et le développement durable. Sans leur participation égale et effective dans toutes les sphères de la vie, la vision de l'agenda 2063 ne sera pas atteinte.

Les femmes africaines jouent un rôle essentiel dans tous les secteurs économiques mais elles manquent de systèmes de soutien. S'agissant de l'autonomisation des femmes, le lien entre les engagements politiques et la mise en œuvre opérationnelle n'est pas encore établi. Les cadres et politiques de l'UA en matière de genre accusent un déficit constant en matière de rapports d'avancement de la domestication et la mise en œuvre par les États membres, ce qui présente des difficultés pour suivre, contrôler et évaluer avec précision les progrès réalisés en matière d'égalité et d'autonomisation des femmes. En outre, le fait de ne pas rendre compte de l'intégration de la dimension de genre, n'entraîne aucune conséquence ce qui affaiblit encore le système d'application et de mise en œuvre.

De plus, les engagements en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes sont fragilisés par l'insuffisance des ressources.

### **2.1.3 Écosystèmes d'innovation pour l'Innovation et l'entrepreneuriat**

L'innovation et l'esprit d'entreprise sont essentiels au développement systémique de l'Afrique. La créativité et la

capacité d'innovation potentielles des jeunes Africains doivent être exploitées grâce à leur engagement actif en tant qu'acteurs majeurs dans quatre (4) écosystèmes : le savoir, l'innovation, le numérique et l'esprit d'entreprise. La créativité s'apprend et repose sur des idées, des connaissances, du temps et des efforts. Les jeunes ont des idées fraîches et ont besoin d'un soutien pratique pour les mettre en œuvre. L'IEA est le moyen d'impliquer les jeunes dans le développement de l'Afrique. En outre, la R&D doit représenter une part de leur produit intérieur brut, tel que fixé par l'Union africaine. À ce jour, aucun pays africain n'a atteint ce niveau d'investissement dans la R&D, qui est un moteur essentiel de la connaissance (c'est-à-dire de sa production et de son utilisation), du progrès technologique et de l'innovation. Cependant, les performances en matière d'innovation sont soutenues à la fois par des activités de R&D et d'autres disciplines. Les rendements économiques élevés, généralement dus à des innovations radicales (par rapport aux innovations progressives), sont fondés sur la connaissance et ont une intensité de R&D moyenne à élevée. Par exemple, des secteurs tels que la technologie numérique (c'est-à-dire les semi-conducteurs, les télécommunications, les logiciels et les services informatiques), la construction aéronautique, les produits pharmaceutiques, les ordinateurs, les produits électroniques et optiques et les logiciels informatiques ont une forte intensité de R&D. Les secteurs tels que l'industrie chimique (à l'exception des produits pharmaceutiques), les équipements de transport (à l'exception des avions), l'électricité et les autres équipements mécaniques, les services de technologie de l'information et les instruments scientifiques ont une intensité de R&D moyenne.

En Afrique, l'économie basée sur la connaissance est en retard et la plupart des activités économiques se situent dans la catégorie des activités à faible intensité de recherche et développement. L'incapacité de l'EAI à relever certains des défis propres à l'Afrique et à réaliser les objectifs de l'Agenda 2063 (et de l'Agenda 2030) réside dans la nécessité d'investir dans la recherche sur le développement de la connaissance et de la technologie. Un point de départ pourrait être que les pays africains financent la recherche et le développement pour atteindre les 1 % de dépenses brutes consacrées à la recherche et au développement. L'incapacité des pays africains à mesurer et à communiquer avec précision la valeur des performances en matière de R&D et d'innovation est l'une des principales raisons pour lesquelles les gouvernements et les entreprises n'investissent pas beaucoup dans les activités de recherche et d'innovation. Il est important de rappeler ici l'un des messages clés de la Commission de 2009 sur la mesure des performances économiques et du progrès social (la Commission "Stiglitz-Sen-Fitoussi", SSF),

à savoir que *“ce que nous mesurons a une incidence sur ce que nous faisons. Si nous mesurons la mauvaise chose, nous ferons la mauvaise chose. Si nous ne mesurons pas quelque chose, cela est négligé, comme si le problème n’existait pas”*.

Le bien-être socio-économique d’un pays est largement déterminé par sa capacité à innover en permanence : Les pays africains ne font pas exception. Le pouvoir d’innovation repose sur la boucle de l’invention, de l’adoption et de l’adaptation qui alimente l’innovation. Le cycle de rétroaction est dynamisé par l’interaction entre le gouvernement, les start-ups, les centres, les investisseurs, les institutions académiques, les institutions publiques et les entreprises. Toute innovation significative nécessite des connaissances (c’est-à-dire à la fois provenant et ne provenant pas de la R&D, codifiées et non codifiées ou tacites) et un cadre politique intégré pour renforcer l’ensemble de la chaîne de valeur de l’innovation (c’est-à-dire la conception (ou le flux d’idées), le développement d’idées (invention, mise en œuvre et exécution) et la diffusion des concepts développés (commercialisation)) aux niveaux individuel, communautaire, de l’entreprise, infranational et national. Le cadre devrait mettre en place des instruments politiques allant du soutien financier au développement d’écosystèmes d’innovation (EI).

Pour l’IEA, les EI cultiveront et soutiendront l’innovation (à grande échelle, à grande vitesse et avec un avantage en termes de coûts) et “l’entrepreneuriat de masse” dans les secteurs formels et informels des économies de toute l’Afrique. Les intrants stratégiques du cycle vertueux envisagé pour les performances en matière d’innovation sont la population jeune (employés, chômeurs et propriétaires d’entreprises), les secteurs formel et informel, les technologies numériques, le nombre croissant de “centres d’innovation” dans les États membres de l’UA, et les programmes et projets de l’AUDA-NEPAD sur la mesure des performances en matière de R&D et d’innovation. L’IEA est l’une des approches les plus réfléchies pour créer et gérer des filières d’innovation dans les économies africaines. Pour mettre en place une EI solide, il est nécessaire d’identifier les facteurs clés qui génèrent la dynamique du système et la manière dont cette dynamique influe sur les résultats d’écosystèmes spécifiques.

Dans la plupart des pays africains, peu de programmes et de politiques visent à tirer parti de l’innovation et de l’entrepreneuriat en tant que sources de création d’emplois, de richesse et de croissance économique. Les secteurs pionniers engagés dans des activités thématiques basées sur la connaissance, les données et le numérique ont mené à des filières porteuses d’innovation, d’entrepreneuriat, de croissance économique et de création de richesse à l’échelle mondiale. Il est nécessaire

pour l’Afrique d’intensifier et d’augmenter sa participation dans ces secteurs de pointe afin de relever ses défis uniques. L’approche des écosystèmes d’innovation, qui s’appuie sur le potentiel d’innovation et d’entrepreneuriat des jeunes populations du continent (rurales et urbaines) engagées (ou au chômage) dans des activités économiques formelles et informelles dans tous les secteurs de l’économie, constitue une excellente opportunité. La présence d’écosystèmes spécifiques aux activités est un élément clé de l’innovation et de l’esprit d’entreprise. Les écosystèmes d’innovation sont distincts et spéciaux (par exemple, en termes d’exploitation des jeunes populations africaines pour la création d’emplois, la croissance économique et l’amélioration du niveau de vie des populations africaines) par rapport aux systèmes de l’innovation. En effet, (1) sont composés d’un plus large éventail de participants hétérogènes issus de multiples secteurs socio-économiques (et transcendant les frontières) jouant divers rôles, (2) facilitent la réalisation de résultats au niveau systémique qui sont supérieurs à ceux qu’un seul participant pourrait réaliser à lui seul, (3) nourrissent les interdépendances entre les participants de l’écosystème, et (4) coordonnent les interactions par l’alignement des structures qui permettent aux participants de l’écosystème de se spécialiser dans des rôles spécifiques qui ne sont pas nécessairement définis par des contrats formels. Par conséquent, la détection des opportunités d’innovation et d’entrepreneuriat nécessite une perspective d’écosystème qui intègre de nombreux domaines déterminant notre compréhension du potentiel de croissance de chaque secteur des économies africaines groupées. Dans le cadre de l’IEA, il est important d’identifier des exemples spécifiques d’améliorations de la productivité rendues possibles par l’innovation et l’entrepreneuriat dans les économies formelles et informelles, ainsi que la part de la croissance sectorielle dans la performance économique globale.

“Ecosystème d’innovation” est le terme utilisé pour décrire les différents acteurs, parties prenantes et membres de la communauté qui sont essentiels à l’innovation. Un écosystème d’innovation comprend les universités, le gouvernement, les entreprises, les accélérateurs de start-ups, les capitaux à risque, les investisseurs privés, les fondations, les entrepreneurs, les mentors et les médias. Chacun joue un rôle important dans la création de valeur dans l’écosystème plus large en transformant les nouvelles idées en réalité par l’accès et l’investissement financier. Les entités locales, étatiques et fédérales peuvent et doivent jouer un rôle dans le développement de l’écosystème. Il est donc nécessaire de procéder à une analyse diagnostique et de comprendre les éléments constitutifs, les liens (forts et faibles), les causes et les effets, l’optimisation, les réseaux et les boucles de rétroaction pour mettre en place des IE

solides. La plupart des pays africains ont créé des centres d'innovation dans le cadre de l'université ou à leur proximité, afin de favoriser des liens et des interactions étroits avec plusieurs "acteurs spécifiques de l'innovation" "acteurs de l'innovation". L'IEA doit utiliser ces "centres d'innovation" comme base ou comme tremplin pour renforcer différents éléments constitutifs d'une IE forte (c'est-à-dire une source de performance en matière d'innovation et d'esprit d'entreprise).

**Situation et développements actuels<sup>4</sup>:** Des écosystèmes d'innovation puissants sont un oxygène ou une bouée de sauvetage pour une innovation optimale et des performances entrepreneuriales dans tous les secteurs socio-économiques en Afrique. Le rôle que les pôles d'innovation ont joué en catalysant le débat sur la technologie à travers l'Afrique au cours des dernières années a conduit un plus grand nombre de parties prenantes, allant des gouvernements au secteur privé, à examiner de plus près le travail de ces organisations et les défis auxquels elles sont confrontées pour fournir aux entreprises du portefeuille, le bon type et le bon degré de soutien, tout en réalisant une durabilité financière.

Selon la Groupe Spécial Mobile (GSMA), le nombre de pôles identifiés est passé de 314 à 442 entre 2016 et 2018 et à 618 au 2eme trimestre 2019 dans plus de 50 pays africains. Ces pôles comprennent des espaces de coworking, des incubateurs, des accélérateurs, des pôles hybrides affiliés à des universités et/ou des gouvernements, ainsi que des makerspaces et des parcs technologiques. Il est toutefois important de noter qu'environ 25 % de ces pôles n'offrent aucun soutien aux entreprises autre que la mise à disposition d'installations physiques, souvent partagées, permettant aux entrepreneurs de travailler en toute sécurité et sans contraintes. Cependant, la majorité – soit près de 500 des pôles – fournit un certain degré de soutien en nature ou en espèces.

Près de la moitié des pôles existants sont des organisations à but non lucratif ou des organisations financées par des donateurs. 60% de toutes les personnes interrogées ont déclaré recevoir un financement externe et, parmi les donateurs, ce sont les entreprises, les organisations philanthropiques et les ONG qui se sont avérées être les bailleurs de fonds les plus actifs. La plupart des pôles interrogés ont affirmé avoir reçu moins de 100.000 \$ de financement de diverses sources. Plusieurs hubs ont conclu des affiliations stratégiques avec des entreprises, ce qui implique souvent un certain degré de partage de ressources telles que le cloud, les serveurs, la fibre

optique et autres. Beaucoup de pôles s'associent également à leurs autorités locales ou à des filiales internationales pour obtenir un soutien à leurs activités. Selon les pôles interrogés, la plupart des financements couvrent les coûts de fonctionnement et les programmes. Les salaires et les installations représentent toujours les coûts les plus élevés en moyenne, tandis que les coûts liés à l'énergie et au loyer varient selon que les pôles sont situés dans des zones où l'accès à l'électricité n'est pas fiable ou dans des quartiers chers.

Les recherches menées par Briter Bridges et le programme GSMA Ecosystem Accelerator, ont également identifié plus de 150 pôles ayant cessé leurs activités au cours des dernières années en raison du manque de maturité et de diversité de modèles commerciaux spécifiques adoptés sur le continent - une volatilité qui est à la base d'un débat croissant autour de la durabilité de ces pôles et du rôle réel qu'ils jouent dans l'écosystème technologique, de la faillite, du recentrage ou de l'expiration de leur mandat.

L'étude a révélé que les pôles sont souvent identifiés comme des espaces sûrs et habilitants pour les jeunes innovateurs, et non pas nécessairement comme des créateurs d'entreprises - par exemple, des organisations capables de conduire leurs entreprises de portefeuille sur la voie directe de la croissance - et les données montrent comment ces pôles participent souvent à une variété d'initiatives qui concourent à promouvoir la création d'un écosystème propice où les entrepreneurs et autres parties prenantes peuvent collaborer et mettre en avant leurs idées. Les observations des gestionnaires de pôles laissent également entendre qu'un soutien financier plus significatif et une collaboration au sein de l'écosystème sont des facteurs de réussite essentiels pour que les pôles puissent offrir leurs services de manière efficace et durable.

L'enquête souligne que les pôles adoptent trois (3) principales sources de revenus : 1) les frais d'adhésion pour utiliser les installations ; 2) le financement des donateurs pour soutenir les opérations et mettre en place des programmes d'aide au démarrage ; 3) le conseil, qui a été identifié comme la source de revenus la plus importante par 40 % des pôles. Ces conseils prennent souvent la forme de recherches liées à l'innovation et de mise en œuvre de programmes pour des donateurs spécifiques. En outre, les pôles disposant d'une capacité d'espace suffisante facturent un loyer pour les événements, tandis que d'autres proposent des formations payantes ou des frais de partenariat.

<sup>4</sup> Cette section est basée sur la publication : Mise en place d'un cadre propice à l'épanouissement des innovateurs : étude qualitative et quantitative d'une centaine de pôles en Afrique Auteurs et éditeurs Dario Giuliani, fondateur et directeur, Briter Bridges Lisa Hannah With, co-responsable de la recherche, Briter Bridges Anna Ekeledo, directrice exécutive, AfriLabs Temitope Isedowo, directrice des programmes, AfriLabs 25 octobre 2019

Les pôles offrent généralement deux types de soutien : 1) en nature, ce qui comprend des formations, des conseils et des installations ; 2) un soutien financier par le biais de programmes. L'aide en nature prend la forme d'un mentorat individuel ou d'ateliers et de camps de formation.

Pour résumer, les défis de l'innovation sont les suivants :

- Un capital d'investissement insuffisant ;
- Des infrastructures insuffisantes, en particulier l'électricité
- Des travailleurs qualifiés rares et coûteux ;
- Un accès à l'Internet à haut débit rare et coûteux ;
- Un cadre réglementaire peu propice ;
- Un environnement politique favorable limité ; et
- Des obstacles à la création d'entreprises, notamment des questions prohibitives liées au Bureau des normes pour les start-ups
- La capacité limitée des jeunes hommes et femmes à protéger leurs droits de propriété intellectuelle (DPI) ; ils perdent souvent leurs DPI au profit d'investisseurs peu scrupuleux.

L'EA, quant à elle, explore et mobilise la diaspora africaine dans l'agenda et le mouvement de l'innovation et de l'entrepreneuriat. L'importance de la diaspora africaine et de la production transfrontalière de connaissances, de l'innovation et du développement est de plus en plus reconnue et suscite un intérêt croissant. Les entrepreneurs de la diaspora accélèrent le développement axé sur l'innovation en Afrique<sup>5</sup>. La diaspora africaine constitue donc une ressource unique qui doit être exploitée dans l'innovation et le développement entrepreneurial, en dehors de la canalisation bien documentée des flux financiers vers leurs pays d'origine. La diaspora africaine est active dans de nombreux secteurs, notamment les médias, la fintech, l'innovation en matière de développement durable et les services.

L'exploitation de cette tendance est un moyen créatif d'inverser la "fuite des cerveaux". Par exemple, six millions de personnes de la diaspora africaine vivent en France (ibid), un marché qui offre de multiples opportunités commerciales dans différents secteurs. Upendo, une agence de médias créatifs basée en France et disposant d'un vaste réseau de producteurs dans les pays d'Afrique francophone, distribue des contenus

destinés aux jeunes de la génération du millénaire. Un autre exemple est la néo-banque ougandaise Eversend, arrivée en France en 2017, qui affirme fournir un service de transfert d'argent "sept fois moins cher et 1 000 fois plus rapide" que les banques traditionnelles. L'appli de transfert d'argent Taptap Send, qui est désormais disponible dans sept pays européens et onze pays africains, a attiré 100 000 clients depuis son lancement en 2018.

Les entrepreneurs africains de la diaspora tirent de plus en plus parti de la dualité de l'espace transnational pour développer les opportunités économiques dans leurs pays d'origine. Ils traversent des espaces entrepreneuriaux reliant leur pays d'origine et leur pays de résidence (Pays d'accueil). Contrairement aux idées reçues, les résultats<sup>6</sup> indiquent que les Africains de la diaspora contribuent au développement économique de l'Afrique subsaharienne par le biais d'investissements entrepreneuriaux. Les décideurs politiques doivent donc se concentrer sur l'exploitation de ses avantages. Certains pays africains ont créé des agences gouvernementales pour encourager la diaspora à aider les communautés locales et à fournir des conseils politiques<sup>7</sup>. Compte tenu des preuves croissantes du rôle de la diaspora dans la promotion de l'innovation et de l'esprit d'entreprise en Afrique, l'EAI tentera d'analyser, de mieux comprendre et d'exploiter ces progrès dans le cadre de son programme.

#### **2.1.4 Restriction des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les jeunes et les PME axées sur les jeunes**

Les jeunes hommes et jeunes femmes africains sont confrontés à de nombreux défis lorsqu'il s'agit de trouver un emploi. Avec les taux les plus élevés de croissance de la population jeune, l'Afrique reste la seule région où le nombre de jeunes va continuer à augmenter. Cette réalité constituera une opportunité pour tirer profit du dividende démographique, ou une menace pour la cohésion sociale et la migration, car de plus en plus de jeunes sont à la recherche d'opportunités.

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT),<sup>8</sup> sur une population en âge de travailler de 776 millions de personnes, 33 millions sont au chômage et 286 millions ne bénéficient pas d'un emploi, d'une éducation ou d'une formation (NEET).

<sup>5</sup> Ninon Duval Directeur Bond'innov. 2022. Les entrepreneurs de la diaspora accélèrent le développement par l'innovation en Afrique, Secteur privé et développement. 11 janvier 2022

<sup>6</sup> Kshetri NIR 2013 La Diaspora comme agent du changement dans les institutions d'entrepreneuriat en Afrique sub-saharienne. Revue de l'entrepreneuriat développemental Vol. 18, No. 03, 1350021 (2013) Sans accès. <https://doi.org/10.1142/S1084946713500210>Cited by:11

<sup>7</sup> Ojo Samya, Sonny Nwankwo, et Ayantunji Gbadamosi. 2023. Entrepreneurs de la diaspora africaine : Naviguer dans les espaces entrepreneuriaux dans les pays d'origine et d'accueil. La revue internationale de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Volume 14, numéro 4. <https://doi.org/10.5367/ijei.2013.0126>

<sup>8</sup> Organisation internationale du travail. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_737670.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_737670.pdf)

En 2020, le taux de NEET pour l'Afrique était estimé à 20,7 %, ce qui signifie que plus d'un jeune sur cinq n'avait pas d'emploi ou ne bénéficiait de l'éducation ou de la formation. En outre, les jeunes femmes restent le groupe démographique le plus touché par le statut de NEET, avec un écart entre les genres d'environ 10 pour cent depuis 2018.

Les performances insuffisantes des services publics en matière de jeunesse et d'économie et les capacités limitées des écosystèmes d'innovation en Afrique exacerbent les obstacles au démarrage. En outre, les inventions et les innovations prometteuses se heurtent à des obstacles supplémentaires dus à une sauvegarde et une protection inadéquates des cadres de droits de propriété intellectuelle des jeunes. Des réglementations dépassées et des normes inappropriées et exagérées excluent davantage les jeunes hommes et femmes de la participation et/ou de la viabilité des start-ups. Par ailleurs, les innovations technologiques sont souvent orientées vers les facteurs liés au capital et aux compétences élevées, qui peuvent être rares dans la plupart des pays africains. Les autres défis concernant les PME africaines et les initiatives commerciales des jeunes sont les suivants :

- i. L'insuffisance des marchés et des infrastructures de soutien,
- ii. La fuite des cerveaux,
- iii. La faible participation des femmes dans le domaine des STEM,
- iv. Un financement durable et national limité,
- v. Des systèmes de mise en réseau inadéquats.

L'exploitation des capacités des jeunes hommes et femmes (compétences et capacités intellectuelles) en tant que ressource afin de renforcer les capacités des États membres et du continent à conduire des trajectoires de croissance économique flexibles et compétitives au niveau mondial permettra d'atteindre plusieurs des objectifs de l'Agenda 2063 d'une manière intégrée et systémique. Il s'agit de l'une des conditions sous-jacentes à un succès durable dans la conduite du programme de croissance économique et de développement du continent. Cela est vrai quelle que soit la forme de l'économie et le niveau de développement du pays.

L'IEA sera directement liée aux approches systémiques et les favorisera en abordant et en atteignant les objectifs de croissance économique critique et de développement inclusif tels qu'ils sont définis dans l'Agenda 2063, les ODD des Nations unies (Agenda 2030) ainsi que d'autres cadres politiques sectoriels de l'Union africaine, notamment la ZLECAf, le PDDAA-Malabo et la position commune de l'Union

africaine sur les systèmes alimentaires (septembre 2021 ; Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires), le PIDA et la STISA-24. Elle sera également alignée sur la Décennie des femmes africaines pour l'inclusion financière et économique (2020 - 2030). Ayant un impact au niveau des capacités systémiques, l'Initiative sera directement liée aux capacités des États membres à répondre aux chocs qui ont perturbé les trajectoires socio-économiques et de développement - y compris la pandémie de COVID-19, les innovations et technologies émergentes, en particulier dans le domaine de la numérisation et de l'intelligence artificielle (IA), le conflit entre la Russie et l'Ukraine et d'autres conflits internes-externes et les troubles civils, ainsi que les chocs induits par le changement climatique (par exemple, les sécheresses, les inondations, les criquets pèlerins, etc.

En conclusion, l'Afrique a actuellement des capacités extrêmement limitées en matière d'exploitation des capacités intellectuelles et des compétences des jeunes qui sont disponibles pour piloter la croissance économique et le programme de développement du continent. L'incapacité à offrir aux millions de jeunes hommes et femmes un revenu durable, voire des opportunités de revenus décents, et l'indisponibilité d'un travail décent se manifestent par un sous-emploi et des niveaux de pauvreté élevés chez les jeunes. La plupart des jeunes passent à travers les filets de sécurité sociale. On ne saurait trop insister sur la nécessité des interventions urgentes et impératives à grande échelle pour créer des emplois et des opportunités d'entrepreneuriat pour les jeunes. La situation a été aggravée par la survenue de la pandémie de COVID-19 et les mesures associées qui ont eu des effets socio-économiques négatifs de grande portée sur les moyens de subsistance des populations. Ainsi, il va sans dire que le fait d'assurer un emploi dynamique et ou activités entrepreneuriales à une masse critique de jeunes ne consiste pas une faveur faite aux jeunes, mais vise plutôt à créer un environnement gagnant-gagnant ayant des performances industrielles et économiques plus larges, notamment une excellence opérationnelle accrue dans les capacités de prestation de services publics. Ce sont des questions qui sous-tendent en Afrique la réussite de l'ensemble des 20 objectifs de l'Agenda 2063 et des 17 objectifs des ODD.

### **2.1.5 Importance des technopôles pour l'IEA et exemples concrets**

L'IEA mettra l'accent sur les pôles technologiques, étant donné que l'Afrique a fait ses preuves en matière de pouvoir de transformation (par exemple, Mpesa pour la banque mobile) et qu'aujourd'hui il existe un nombre croissant de solutions technologiques "innovatives" dans des domaines

tels que la santé, l'éducation et l'agriculture. Les plus grandes villes d'Afrique accueillent les pôles technologiques les plus dynamiques et le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Kenya comptent le plus grand nombre de pôles technologiques sur le continent. Selon Dario Giuliani, fondateur de Briter Bridges, les pôles technologiques des villes africaines jouent un rôle de catalyseur qui va au-delà du soutien aux start-ups. Ce sont des havres de paix pour les jeunes à la recherche de centres de formation et de promotion de la culture numérique.

Africanvibes passe en revue le "Top 10 des villes les plus innovantes d'Afrique", offrant aux communautés le soutien infrastructurel nécessaire aux innovations locales. Ces pôles offrent des formations, un accès à l'Internet rapide, une assistance technique aux start-ups et un réseau social et professionnel aux entrepreneurs technologiques. Lagos, Le Cap, Nairobi, Le Caire et Johannesburg ont chacun au moins 20 pôles technologiques et occupent la première place. Accra, Casablanca, Tunis, Abidjan et Abuja ont chacun un minimum de 15 pôles. Bamako, Dakar, Dar Es Salaam, Kampala et Lomé ont chacun un minimum de 10 pôles technologiques. Avec 85 pôles technologiques, le Nigéria est le pays le plus riche et le pilier de l'Afrique de l'Ouest. L'Afrique du Sud arrive en deuxième position avec 80 pôles, ce qui fait de ces deux pays les écosystèmes technologiques les plus avancés en Afrique. Le Kenya se classe troisième avec près de 50 pôles technologiques et occupe la première place en Afrique de l'Est. L'Égypte émerge également comme un point focal technologique dans le nord-est de l'Afrique. Plusieurs pays francophones d'Afrique de l'Ouest comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire enregistrent l'apparition d'écosystèmes technologiques.

La répartition régionale des principaux pôles technologiques permet à l'IEA d'explorer et de tester des options continentales et régionales pour des interventions stratégiques et le renforcement des activités actuelles. Africavibes dresse un état des lieux et évalue les 10 principaux pôles technologiques qui sont présentés par pays.

En conclusion, l'IEA va œuvrer pour approfondir sa compréhension des pôles technologiques, de leur positionnement stratégique à l'échelle régionale et continentale, comprendre les défis communs tels que la durabilité financière et explorer des solutions innovantes à l'échelle nationale, régionale et continentale. Les meilleures pratiques en matière d'initiatives telles que le Tech Rally 2023 du Nigeria serviront à l'IEA de leçons clés en ce qui concerne la mise en réseau des pôles technologiques, la manière dont les idées sont partagées, la principale cause des échecs et les meilleures pratiques émergentes.

#### MEST (Ghana)

Lancé en 2008, Meltwater Entrepreneurial School of Technology (MEST) est un incubateur basé à Accra. Ce pôle technologique aide les entrepreneurs à créer des entreprises prospères qui créent des emplois et de la richesse. MEST offre aux entrepreneurs technologiques des compétences essentielles, un soutien, un financement et une formation en communication, en affaires et en développement de logiciels. MEST dispose de filiales à Nairobi, au Cap et à Lagos. Parmi les startups que MEST a soutenues figurent Anitrack et Kosmos Energy.

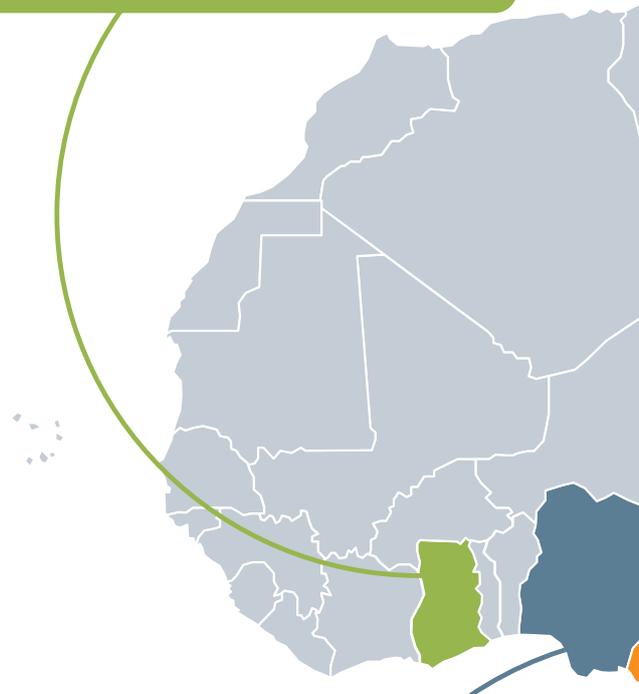
#### Co-Creation Hub (Nigeria)

Fondé en 2010 à Lagos, Co-Creation Hub (CcHUB) est un espace d'incubation polyvalent qui catalyse les entreprises de technologie sociale créatives et encourage les collaborations entre investisseurs, entreprises technologiques, entrepreneurs sociaux et technologues. Le CcHUB a soutenu plus de 95 entreprises utilisant la technologie pour régler des problèmes sociaux. Le centre technologique a établi des partenariats avec des entreprises technologiques géantes telles que Microsoft, Facebook et Google. Parmi les exemples de startups bénéficiant du soutien du Co-Creation Hub, figurent Doctoora, e-Health Ltd, DoLessons, Embinix Automation et Insights Africa.

#### Wenovation Hub (Nigeria)

Fondé en 2010, Wenovation Hub est un incubateur et un accélérateur d'entreprises. Il a enregistré des succès auprès des start-ups et propose des espaces de mise en réseau et des espaces sociaux, des événements, des espaces de travail partagés et des réseaux numériques. Wenovation Hub se concentre sur les infrastructures, l'énergie propre, l'éducation, les soins de santé et l'agriculture. Au Nigeria, le pôle technologique a la plus grande portée avec quatre sites : Kaduna, Ibadan, Abuja et Ikeja et travaille avec des startups et des entreprises établies. Asusu, une plateforme financière numérique qui informatise les systèmes de coopératives et de prêts au Nigeria, est un exemple de startup à succès incubée par Wenovation Hub. D'autres startups soutenues par Wenovation Hub incluent Crop2Cash, Reliance HMO, ProNov, Afrimash, et FarmMonie.

Graphique 2 - Les 10 principaux pôles technologiques en Afrique



### ActivSpaces (Cameroun)

Fondé en 2010, ActivSpaces propose un environnement où les innovations technologiques peuvent prospérer. Ce pôle technologique crée des espaces et rassemble des communautés technologiques où les entrepreneurs peuvent travailler et apprendre, offrant également un soutien direct aux innovateurs pour leur permettre de développer les compétences nécessaires afin de devenir des entrepreneurs prospères.

### Flat6Labs (Égypte)

Lancé en 2011, le pôle technologique Flat6labs a récemment lancé une nouvelle marque, et est la principale société de capital-risque de lancement et de démarrage de la région MENA, qui gère actuellement les programmes de startups les plus réputés de la région. Le pôle technologique investit chaque année dans plus de 100 startups innovantes et axées sur la technologie, permettant ainsi à des milliers d'entrepreneurs de créer des activités et des entreprises. En fournissant un capital d'investissement allant jusqu'à 500 000 dollars, Flat6Labs soutient les startups pendant leurs débuts difficiles. Un soutien est également accordé aux entrepreneurs pour accélérer la croissance de leur entreprise. Les startups égyptiennes soutenues avec succès incluent Instabug, Chefaa, Hawaya, (anciennement Harmonica), et Moneyfellows. Flat6Labs invite les entrepreneurs de la région à postuler en ligne pour l'un de ses programmes.

### Iceaddis (Éthiopie)

Créé en 2011 à Addis-Abeba, Iceaddis est un incubateur, un centre d'innovation et un espace de coworking qui aide les entrepreneurs technologiques, les fondateurs de startups et les diplômés universitaires à créer des entreprises prospères en les mettant en relation avec des communautés technologiques et des développeurs. Le pôle technologique offre un environnement de travail collaboratif et facilite les événements et les projets créatifs, ainsi que les conseils et le soutien professionnels. Le pôle technologique a incubé plusieurs startups à succès, dont Kartra, Addiscan et GOSTAR.

### iHub (Kenya)

Fondé en 2010, iHub a pour objectif de mettre en relation les entrepreneurs avec les financeurs et d'accélérer l'utilisation de la technologie et du capital social pour atteindre la prospérité économique. iHub travaille avec plusieurs partenaires financiers locaux et internationaux, dont Google, Facebook, Oracle et Safaricom. Le pôle technologique a soutenu et inspiré plus de 450 start-ups, dont M-Farm, un service de téléphonie mobile qui fournit des informations en temps réel aux agriculteurs kenyans. M-Farm envoie des mises à jour sur les prix actuels du marché, l'offre de produits agricoles dans la zone des agriculteurs et des informations météorologiques. Parmi les autres start-ups, citons Biashara Africa, Giftchain Africa Ltd, et Secvate Solutions.

### Nailab (Kenya)

Fondé en 2011, Nailab est un incubateur de startups basé à Nairobi qui assure l'incubation des entreprises basées sur la technologie et offre des programmes d'autonomisation qui aident les entrepreneurs à créer des entreprises durables. Les entrepreneurs apprennent comment utiliser la technologie pour surmonter les défis propres à l'Afrique. Nailab est devenu un centre technologique renommé au Kenya et au-delà. Le pôle technologique a incubé plusieurs startups à succès, dont Tusqee, KejaHunt et MyOrder.

### L'initiative Silicon Cape (Afrique du Sud)

L'initiative Silicon Cape a été lancée en 2009 et est un catalyseur d'écosystème offrant un environnement inclusif pour les startups technologiques. Le pôle technologique invite les meilleurs entrepreneurs et talents techniques et les aide à créer des startups de classe mondiale. L'initiative Silicon Cape offre divers avantages, notamment des visites techniques, un accès privilégié à l'écosystème technologique et aux ressources.

### SmartXchange (Afrique du Sud)

Créée en 2012 à Durban, le pôle SmartXchange fournit un soutien et des services de développement d'entreprise aux startups dans les secteurs de l'électronique, des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des médias. SmartXchange s'associe avec des entreprises de ces secteurs, des institutions tertiaires et les pouvoirs publics pour améliorer les compétences des jeunes entrepreneurs en Afrique du Sud. Parmi les entreprises soutenues par SmartXchange figurent SMEPlus, Tag Your Delivery, AdNotes et Mzansi Smart TV.

## 3. OBJECTIFS ET THÉORIE DU CHANGEMENT

### 3.1 But et objectifs du projet

Les jeunes hommes et femmes africains sont novateurs et énergiques, et trouvent déjà des solutions à leurs problèmes. Aussi, l'objectif principal de l'initiative AUDA-NEPA Energize Africa est de mobiliser le potentiel des jeunes hommes et femmes en redynamisant les performances des secteurs public et privé.

Les objectifs spécifiques comprennent :

- i. L'Accompagnement (services de conseil technique ; financement de l'investissement de courtage et facilitation de la formation et le mentorat) les États membres à faire des choix appropriés en matière de politique et d'investissement basés sur le genre pour offrir des services transformateurs à grande échelle ;
- ii. Le renforcement des capacités techniques et de responsabilité dans les systèmes de prestation publique en soutien aux activités économiques ;
- iii. L'élargissement des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat ciblées pour les jeunes hommes et femmes.

### 3.2 Théorie du changement

#### 3.2.1 Cadre général

Les défis de développement que l'initiative Energize Africa aborde sont l'exclusion des jeunes Africains de l'économie traditionnelle, leur participation limitée à l'élaboration des politiques publiques et des services qui façonnent l'économie, ainsi que l'espace et les options limités pour convertir les ambitions, les innovations et les entreprises des jeunes femmes et des jeunes hommes, compte tenu de plusieurs barrières à l'entrée dans le secteur privé. La principale solution de l'IEA est de renforcer et d'améliorer la participation des jeunes africains à la fois dans l'espace du service public et des écosystèmes d'innovation. Les jeunes quel que soit leur genre, sont stratégiquement positionnés dans l'Initiative en tant que partenaires, atouts et premiers bénéficiaires. Les forces de transformation qui sous-tendent l'IEA comprennent donc a) les jeunes en tant que facteurs de transformation de la performance du secteur public dans le cadre du programme de développement économique inclusif ; b) l'amélioration de la performance du secteur public qui, à son tour, accélère la pertinence et la réactivité des écosystèmes d'innovation pour les MPME appartenant à des jeunes ; et c) les énergies d'intégration

régionale qui offrent des avantages d'échelle en termes de mise en commun des compétences et de mobilité - en vue de réduire le déficit critique de compétences, d'élargir les marchés et de renforcer la collaboration institutionnelle.

Le principe est que les capacités de la jeunesse africaine seront exploitées pour stimuler une croissance socio-économique accélérée et inclusive, grâce à l'innovation et à l'amélioration de la prestation des services publics. À cette fin et conformément à la Charte africaine de la jeunesse, l'initiative "Energize Africa" nécessitera une collaboration avec les jeunes d'Afrique afin de s'assurer que leurs voix et leurs points de vue guident la mise en œuvre de la stratégie du programme. Les consultations avec les jeunes leur permettront d'être non seulement des bénéficiaires du programme mais également de le diriger. En outre, leur contribution est essentielle au développement des programmes, des politiques et des décisions qui ont une incidence sur l'emploi des jeunes.

L'Union africaine (UA) et d'autres entités régionales pertinentes s'associent et collaborent pour aider les États membres de l'UA à engager leurs jeunes hommes et femmes dans des fonctions stratégiques publiques-privées tout en renforçant les écosystèmes d'innovation nationaux et régionaux en termes de prestation. À cette fin, les États membres de l'UA améliorent les cadres réglementaires au niveau national et les harmonisent au niveau régional afin de faciliter la mobilité des compétences au-delà des frontières.

Compte tenu de la présence importante de pôles d'innovation sur le continent africain, mais dont l'impact sur les jeunes est limité, la participation plus active des jeunes nécessite une plus grande réactivité des secteurs privé et public. En outre, la durabilité de tout succès passe par la croissance et la diversification des économies, notamment dans les secteurs économiques stratégiques. Cela requiert également le renforcement des capacités organisationnelles des MPME pour les rendre plus compétitives, avec un meilleur accès à des systèmes de financement et de services financiers basés sur le genre et diversifiés. Les inégalités existantes entre les genres, ont dressé des barrières importantes, en particulier pour les jeunes femmes africaines, qui entravent leur accès à l'emploi et aux opportunités commerciales. Par conséquent, afin d'exploiter efficacement les capacités du plus grand atout de l'Afrique, à savoir ses jeunes, il est essentiel d'appliquer une optique de genre optimale tout au long du cycle de l'initiative afin de briser les barrières et les défis qui freinent les jeunes Africains et entravent la croissance économique et le développement de notre continent.

L'IEA prévoit une transformation du secteur privé, car les jeunes hommes et femmes sont soutenus dans leurs efforts pour créer une plateforme ou un mouvement permettant de mobiliser les personnes, les gouvernements et les entreprises établies ; rallier les jeunes, forcer une nouvelle réflexion et un changement de mentalité à tous les niveaux en ce qui concerne le rôle des jeunes, leur inclusion économique, car l'IEA fournit aux États membres de l'UA des connaissances et des compétences de pointe, ainsi qu'un engagement politique envers les jeunes Africains. En outre, il vise à soutenir la prestation de services du secteur privé aux jeunes femmes et hommes en améliorant l'accès aux incubateurs et en fournissant des structures de soutien qui aident les jeunes entreprises à transformer leurs idées en projets commerciaux.

### 3.2.2 Ce que va réaliser l'IEA

L'IEA renforcera le rôle et les capacités des jeunes Africains dans la conduite d'un développement socio-économique inclusif, en améliorant l'efficacité et le niveau de participation des jeunes dans la prestation de services des secteurs public et privé. Les pôles d'innovation existants et nouveaux et les écosystèmes d'innovation nationaux seront renforcés pour une participation accrue des jeunes. Les capacités et les systèmes de connaissances des MPME seront améliorés afin qu'elles puissent accéder plus efficacement aux financements et aux services financiers au fur et à mesure qu'elles deviennent des entreprises plus viables et compétitives. Les interventions de la IEA soutiendront les capacités commerciales des entreprises axées sur les jeunes afin qu'elles puissent bénéficier du commerce national, intrarégional et interrégional.



## 4. CONCEPTION DU PROGRAMME

### 4.1 Vision du programme, impact stratégique, résultats et réalisations

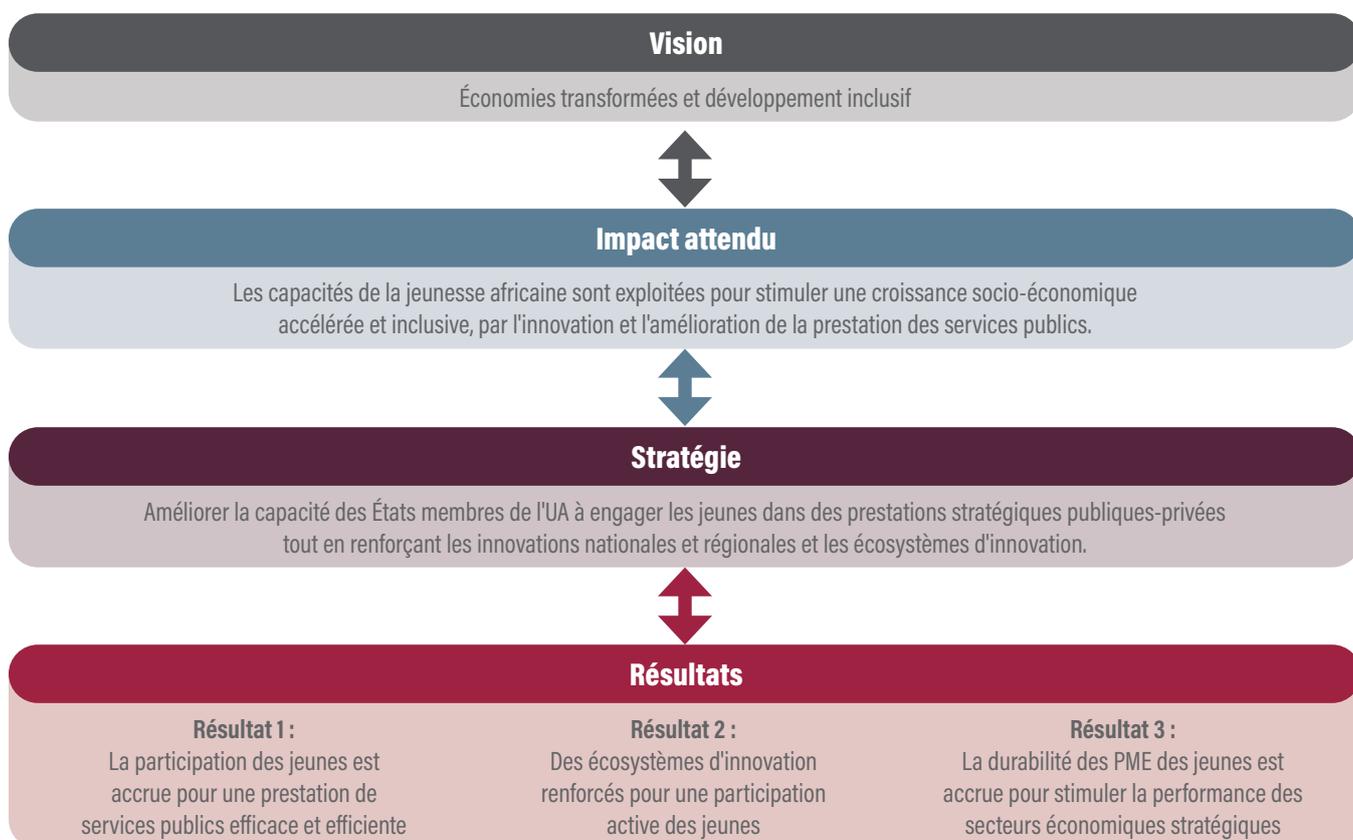
L'initiative Energize Africa (IEA) DE L'AUDA-NEPAD est conçue dans le cadre de la vision globale de l'Agenda 2063 de l'UA, avec pour objectif spécifique de favoriser l'amélioration des performances économiques et le développement inclusif de l'Afrique

L'IMPACT visé par l'IEA est que les capacités de la jeunesse africaine sont exploitées pour stimuler une croissance socio-économique accélérée et inclusive, grâce à l'innovation et

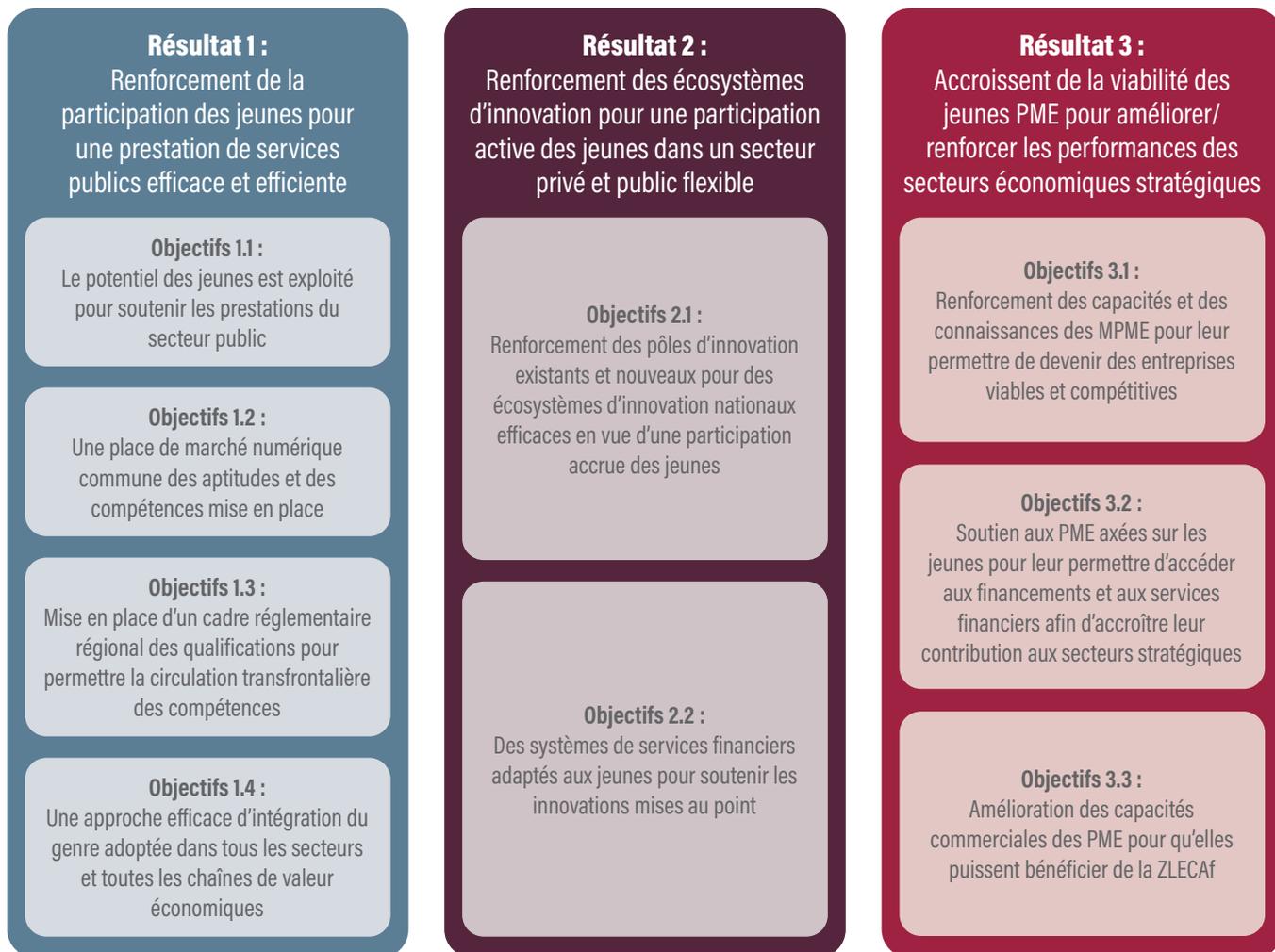
à l'amélioration de la prestation de services des secteurs public et privé (Graphique 3).

La STRATEGIE globale de l'IEA est la suivante : *Améliorer la capacité des États membres de l'UA à engager les jeunes dans des prestations stratégiques publiques-privées tout en renforçant les innovations nationales et régionales et les écosystèmes d'innovation.*

Afin d'atteindre l'impact escompté, le programme comporte **trois (3) Résultats** qui s'additionnent pour constituer l'impact. Chaque Résultat a un certain nombre de Réalisations et d'activités identifiées pour chaque Réalisation (Tableau de l'Annexe A1).

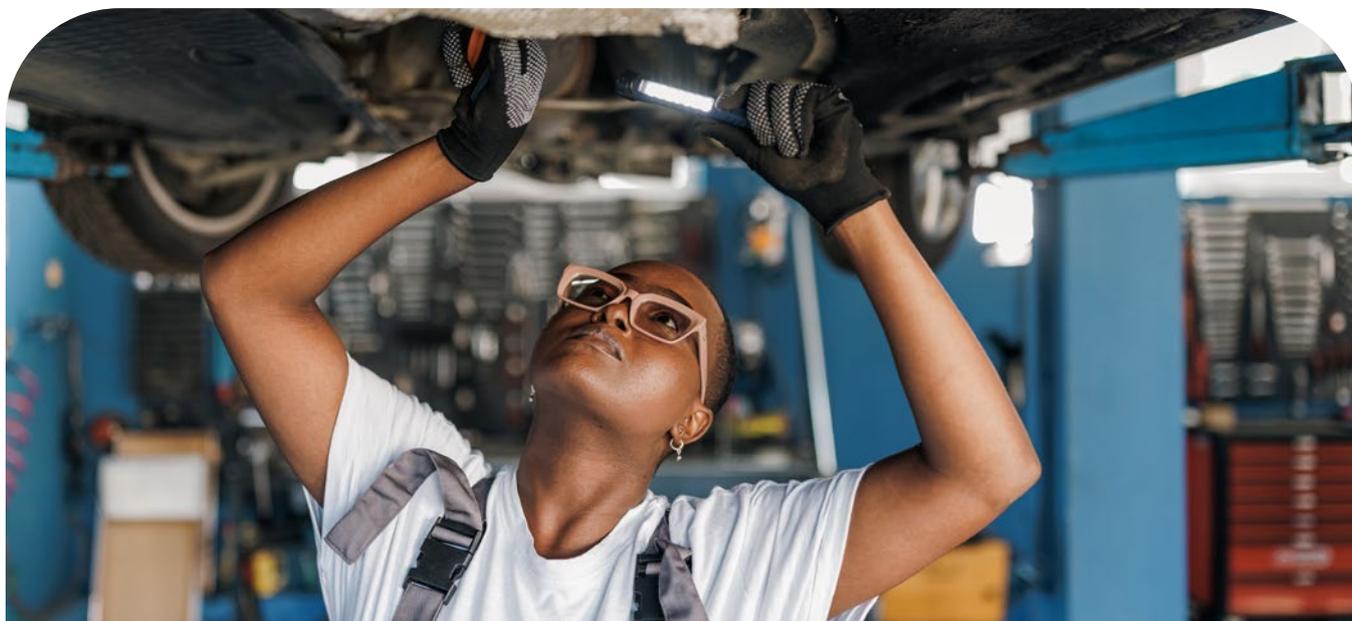


Graphique 3 - Voies d'impact de l'initiative Energize Africa de l'AUDA-NEPAD



**Graphique 4 - Résultats de l'initiative "Energize Africa" de l'AUDA-NEPAD**

Les réalisations contribuent aux résultats, lesquels constituent les passerelles vers l'impact du programme, essentiellement en vue de catalyser un changement transformationnel. Ceci concerne notamment les capacités systémiques à identifier, adapter ou innover les interventions et pratiques locales de règlement des problèmes. Cela a des implications sur la nature de la prestation du programme et sa durée.



## 4.2 Déploiement progressif du programme

Avec la possibilité de phases supplémentaires, le programme est actuellement conçu dans une stratégie en deux phases avec une **phase préparatoire** initiale de 18 mois suivie immédiatement d'une phase d'**expansion et de mise à l'échelle** de cinq (5) ans.

### 4.2.1 Phase préparatoire : Janvier 2023 à juin 2024

Outre les fonctions de mise en œuvre effective et de réalisation de résultats, la phase préparatoire comprendra et accordera une attention soutenue aux aspects liés à la mise en place des piliers de base du programme, notamment la production de preuves et de données scientifiques, l'analyse comparative et la détermination ou la validation des bases de référence. Un plan de travail et un budget détaillés pour la phase de mise en œuvre seront établis à la fin de la phase préparatoire.

Certains aspects clés comprennent :

- L'engagement avec les envoyés, les représentants et les bureaux des organisations régionales axés sur les jeunes pour faire avancer les questions relatives à la jeunesse et à l'autonomisation des jeunes, afin de les soumettre à l'examen des États membres. Les consultations, ainsi que les connaissances et l'expertise sur le terrain de ces organisations sont le fondement de l'initiative Energize Africa. L'établissement de partenariats avec des organisations dirigées par des jeunes et le fait de les placer au centre de l'initiative et en tant que moteurs de l'Initiative dans la recherche de solutions à l'emploi des jeunes est une priorité.
- L'établissement des partenariats et des alliances nécessaires ainsi que des plateformes de mise en œuvre et de partage des connaissances et de l'expérience qui s'y rapportent.
- Renforcement des capacités de réalisation et d'exécution initiales.
- Études et synthèses stratégiques
  - Synthèses de haut niveau des stratégies et des capacités des États africains en matière de développement et des réformes connexes du secteur public, afin d'orienter et d'élaborer des politiques et des stratégies régionales.
  - Analyse du champ de forces des écosystèmes d'innovation et de l'intégration des parties prenantes en Afrique et solutions prioritaires, avec les rôles actuels et futurs de l'État.
  - Explosion de la jeunesse, urbanisation et possibilités de reconfigurer la main-d'œuvre industrielle et les opportunités, en mettant l'accent sur le rôle des institutions.

- Voix des citoyens sur l'agenda Energize Africa, la situation, les solutions et les perspectives.
- Engagement avec des envoyés, des représentants et des bureaux d'organisations régionales axés sur la jeunesse pour faire avancer les questions relatives aux jeunes et à l'autonomisation des jeunes, en vue de leur prise en compte par les États membres.
- Étude approfondie des questions relatives à l'égalité des genres afin de guider la conception et la fourniture d'activités pertinentes et la prise en compte globale des questions de genre.

Les activités de la phase 1 sont détaillées dans le Tableau de l'Annexe A1.

Les trois (3) résultats ont prévu huit (8) réalisations qui seront obtenues par le biais de 31 activités budgétisées dans la phase préparatoire. Le plan de travail détaillé de la phase préparatoire est présenté dans le Tableau de l'Annexe A2, et le budget détaillé de la phase préparatoire est présenté dans le Tableau de l'Annexe A3.

### 4.2.2 Phase d'expansion et de mise à l'échelle 2 : 2025 - 2029

La phase 2 qui s'étend sur cinq (5) ans, suivra immédiatement la phase préparatoire et se concentrera sur la mise en œuvre effective élargie du programme dans un ensemble croissant de pays.



## 5. CADRE DE MISE EN OEUVRE

### 5.1 Dispositions de mise en œuvre, gestion et gouvernance

#### Principes fondamentaux guidant la mise en œuvre, la gestion et la gouvernance du programme

- Ce programme est, sous toutes ses formes et caractères, inhérent à la planification, à la gestion, aux systèmes d'exécution ainsi qu'à la budgétisation et à l'allocation des ressources de l'AUDA-NEPAD - Un programme de l'AUDA-NEPAD comme tous les autres.
- Adopter et encourager les complémentarités entre les divisions/directions et les objectifs communs par le biais d'une équipe d'exécution du programme transversale spécialement constituée.
- Des lignes hiérarchiques claires et des rôles et responsabilités sans ambiguïté pour tous les acteurs (personnel) y compris les superviseurs.
- Le Bureau de la Secrétaire Exécutive assurera les fonctions de coordination et d'établissement de rapports agrégés dans le programme.

#### Conditions de réussite

- Un leadership harmonisé et collectif à tous les niveaux
- Des systèmes systématiques et prévisibles pour la résolution des problèmes et l'orientation des politiques
- Un niveau élevé de certitude dans les processus et outils de gestion et de prise de décision
- Une sensibilisation et une adhésion généralisées de l'ensemble du personnel de l'Agence à l'objectif et aux interventions du programme (socialisation interne)
- Le maintien d'un leadership stratégique et visionnaire interne par le biais du bureau de la Secrétaire exécutive sera essentiel
- L'engagement réguliers et systématiques avec les États membres constituent un facteur crucial de réussite

**Divisions et directions :** Sur la base de rôles et de responsabilités clairs, les directeurs concernés seront responsables du produit attendu du programme (résultats et réalisations), et notamment l'allocation et la gestion des ressources, ainsi que la présentation de rapports sur les ressources et les activités lors des réunions internes de la direction. Le tableau 1 indique quelle direction est responsable de quels résultats et réalisations. Le graphique 5 articule l'architecture du dispositif de mise en œuvre et le flux de l'autorité et des fonctions et responsabilités techniques.

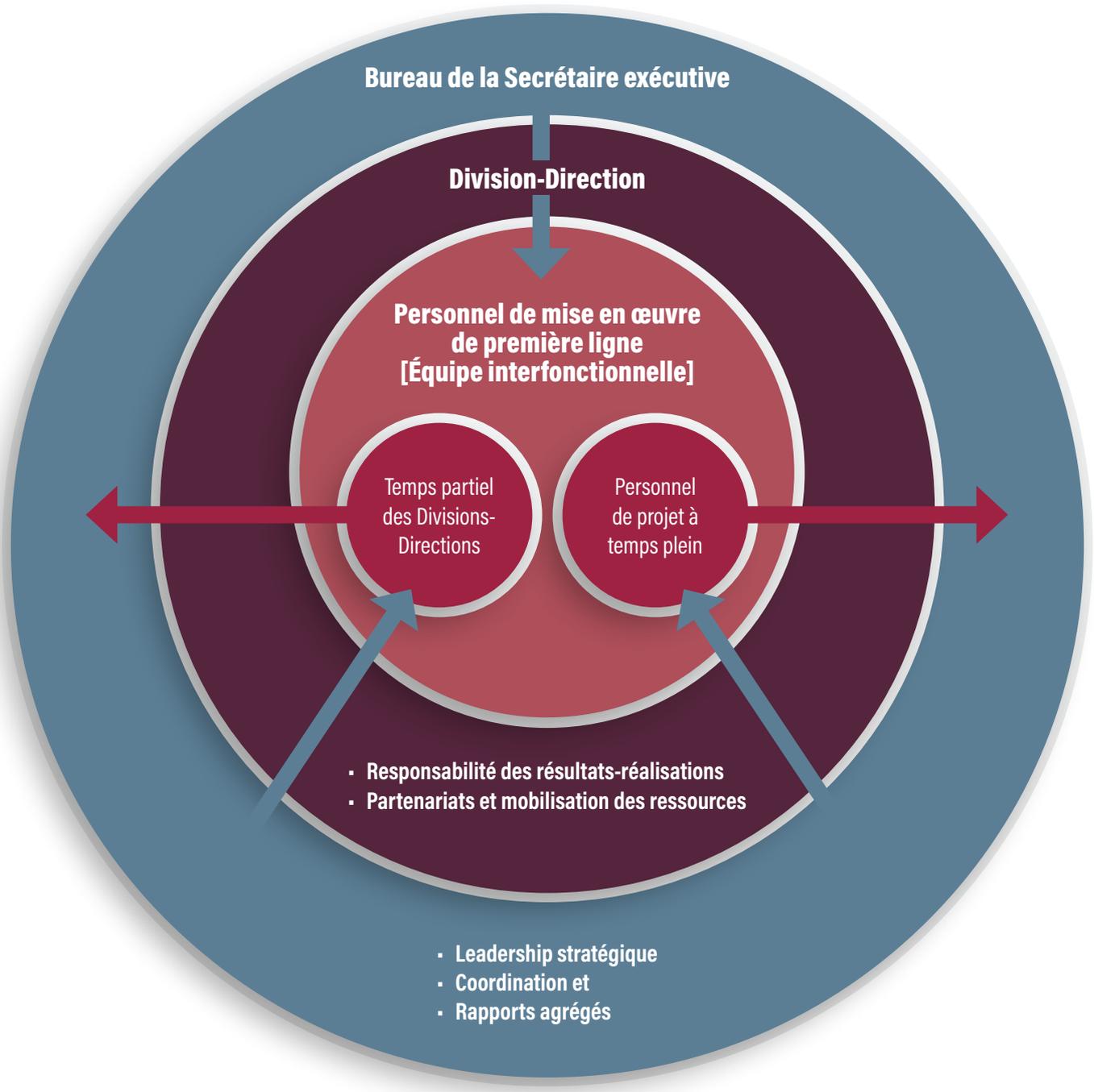
#### 5.1.1 Interne (au sein de l'AUDA-NEPAD)

La mise en œuvre, la gestion et la gouvernance de l'initiative "Energize Africa" de l'AUDA-NEPAD se dérouleront comme tous les autres programmes et projets de l'AUDA-NEPAD.

Les **fonctions de la Direction des Opérations de l'AUDA-NEPAD** [c'est-à-dire la budgétisation et la comptabilité, les ressources humaines (RH), les achats, le juridique et l'audit ainsi que les TIC] soutiendront l'Initiative Energize Africa de l'AUDA-NEPAD comme cela se fait pour et avec tous les programmes de l'AUDA-NEPAD.

**Gestion globale :** La Secrétaire exécutive assurera la supervision, le leadership stratégique et l'établissement de rapports combinés par l'intermédiaire du conseiller en initiatives spéciales. Les fonctions et responsabilités essentielles du bureau de la Directrice Exécutive en ce qui concerne ce programme sont la coordination du programme et assurer la cohérence, l'alignement et l'harmonisation de l'ensemble des fonctions, responsabilités et ressources allouées au programme.

Un plan stratégique de déploiement des ressources décrira (a) l'évaluation immédiate des capacités requises du personnel (*coordination, technique et administration-gestion*) - c'est-à-dire les aptitudes/disciplines, les compétences ainsi que l'expérience et le nombre d'employés et (b) l'évaluation des coûts et la budgétisation, le plan de financement et le financement de la collaboration.



Graphique 5 - Cadre de gestion du projet

## 5.1.2 Responsabilités internes

Tableau 1 - Responsabilités de la direction, Initiative "Energize Africa" de l'AUDA-NEPAD

Résultat	Objectifs	Direction responsable
<b>Résultat 1 :</b> Renforcement de la participation des jeunes pour une prestation de services publics efficace et efficiente	<b>Objectifs 1.1 :</b> Le potentiel des jeunes est exploité pour soutenir les prestations du secteur public	Capital humain et développement institutionnel
	<b>Objectifs 1.2 :</b> Une place de marché numérique commune des aptitudes et des compétences est mise en place	
	<b>Objectifs 1.3 :</b> Mise en place d'un cadre réglementaire régional des qualifications pour permettre la circulation transfrontalière des compétences	
	<b>Objectifs 1.4 :</b> Une approche efficace d'intégration du genre adoptée dans tous les secteurs et toutes les chaînes de valeur économiques	
<b>Résultat 2 :</b> Renforcement des écosystèmes d'innovation pour une participation active des jeunes dans un secteur privé et public flexible	<b>Objectifs 2.1 :</b> Renforcement des pôles d'innovation existants et nouveaux pour des écosystèmes d'innovation nationaux efficaces en vue d'une participation accrue des jeunes	Bureau de la science, de la technologie et de l'innovation
	<b>Objectifs 2.2 :</b> Des systèmes de services financiers adaptés aux jeunes pour soutenir les innovations mises au point	
<b>Résultat 3 :</b> La durabilité des PME des jeunes est accrue pour stimuler la performance des secteurs économiques stratégiques	<b>Objectifs 3.1 :</b> Renforcement des capacités et des connaissances des MPME pour leur permettre de devenir des entreprises viables et compétitives	Infrastructure, commerce et industrie et Agriculture, sécurité alimentaire et durabilité environnementale
	<b>Objectifs 3.2 :</b> Soutien aux PME axées sur les jeunes pour leur permettre d'accéder aux financements et aux services financiers afin d'accroître leur contribution aux secteurs stratégiques	
	<b>Objectifs 3.3 :</b> Améliorer les capacités commerciales des PME pour qu'elles puissent bénéficier de la ZLECAF	

## 5.1.3 Dispositions externes

Un vaste réseau d'acteurs, de parties prenantes et de groupes d'intérêt est censé s'engager et collaborer avec l'AUDA-NEPAD sur cette initiative. Tous les partenariats et toutes les alliances doivent être développés, gérés et suivis de manière professionnelle, avec une articulation claire mutuellement bénéfique par le biais d'un accord de coopération structuré et conçu à cet effet.

La phase préparatoire entreprendra également une évaluation détaillée des acteurs et des intérêts associés aux opérations de l'Initiative - affectés par le programme ou affectant le programme. La collaboration (technique et financière) sera identifiée parmi ces acteurs, et des relations de travail communes seront assurées par le biais des cadres de coopération structurés. C'est dans ce contexte que des efforts stratégiques seront déployés pour assurer un engagement et une participation étendus et élargis des secteurs d'affaires,

notamment en veillant à ce que les produits et services de l'Initiative soient attractifs et compatibles avec le financement des investissements des entreprises. Si nécessaire, un engagement spécifique de gestion conjointe des projets pourra être établi en fonction des dispositions spécifiques de financement des projets.

Parmi les partenaires et collaborateurs possibles - tant financiers que techniques - qui s'engagent déjà avec l'AUDA-NEPAD sur l'Initiative, citons la Banque africaine d'import-export (AFREXIM), le groupe Ecobank, le groupe Attijari Wafa Bank, le groupe Standard Bank, l'USAID, l'USDFC, GiZ, ainsi que les agences des Nations Unies et les BMD concernées.

Les États membres sont au cœur des partenariats et des alliances externes, comme le prévoit le modèle de prestation de l'AUDA-NEPAD.

Les **alliances et les partenariats au niveau régional et continental** seront également d'une valeur et d'une importance cruciales. Il s'agit notamment des liens statutaires et de la collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et les communautés économiques régionales (CER). Les plateformes et outils existants seront utilisés pour un engagement et une collaboration réguliers et systématiques avec la CUA et les CER et d'autres agences et structures régionales et continentales.

## 5.2 Gestion des connaissances, gestion des risques, suivi et évaluation, communication et plaidoyer

### 5.2.1 Cadre des résultats

L'approche basée sur les résultats dans le contexte de l'AUDA - NEPAD renvoie à un processus de mise en œuvre de programme guidé, avec les résultats souhaités ou plutôt les résultats de plus haut niveau bien articulés. Le suivi et l'évaluation (S&E) est la façon dont l'AUDA - NEPAD validera les progrès réalisés, les défis et les leçons apprises après la mise en œuvre. Pour réaliser cette initiative, l'équipe doit appliquer une hiérarchie des résultats visant à améliorer les performances tout au long des phases de mise en œuvre.

La chaîne de résultats (Tableau de l'Annexe A1) décrit la succession de cause à effet des interventions nécessaires pour atteindre les objectifs identifiés lors de la phase de définition du problème et de planification. La chaîne de résultats a été déterminée en tenant compte de l'objectif de l'initiative et des résultats souhaités. Les activités/interventions ont été reliées à l'impact souhaité par une série d'étapes de cause à effet. Le cadre de la chaîne de résultats est exécuté conformément au plan stratégique qui a été élaboré. Globalement, la chaîne de résultats permet de guider efficacement la collecte, l'analyse et l'utilisation des données, fournissant des informations qui conduiront à des interventions de meilleure qualité pour améliorer les processus décisionnels de l'initiative.

### 5.2.2 Gestion des risques

Les risques globaux du projet seront cartographiés lors de la phase préparatoire du programme. Cet exercice consistera à cartographier les risques dans la chaîne de résultats aux niveaux continental, régional et national. Les risques feront l'objet d'un suivi continu dans le cadre du suivi et de l'évaluation du projet. Une matrice des risques sera élaborée pour suivre la mise en œuvre des mesures d'atténuation afin d'éviter leur impact négatif sur le projet.

Les mesures d'atténuation identifiées seront intégrées dans le plan de travail et la matrice d'activités du projet afin de garantir leur mise en œuvre. Les responsabilités relatives aux mesures d'atténuation seront décrites dans le plan de mise en œuvre.

## 5.3 Suivi et évaluation du programme

Le suivi et l'évaluation couvriront tous les domaines thématiques du programme, y compris la coordination et la gestion financière et les ressources programmatiques. Des revues et des rapports d'avancement trimestriels internes seront effectués. Ces derniers seront synthétisés dans le rapport annuel – publié à la fin du mois de décembre de chaque année et utilisé comme contribution à la planification de l'année suivante. Les rapports spécifiques des partenaires seront personnalisés sur la base des termes convenus du cadre de coopération. Tout le personnel chargé de la mise en œuvre aura dans son KPIS des tâches liées au suivi et à l'enregistrement des conditions d'exécution systématiques afin de suivre les progrès et les performances. Le cadre de résultats du programme constitue la base principale de l'exercice de suivi et d'évaluation. Les outils et produits suivants seront utilisés dans la phase préparatoire.

- i. Établissement des lignes de base et des repères pour le programme
- ii. Cadre de suivi et d'évaluation participatif (PITT)
- iii. Système d'information de gestion pour le programme
- iv. Conception et développement de la fiche d'évaluation des jeunes (Système de rapport au niveau du programme et des partenaires, y compris les spécificités du niveau national)
- v. Apprentissage, événements de partage et visites d'échange
- vi. Durabilité, stratégie existante et résilience de l'initiative conçue.

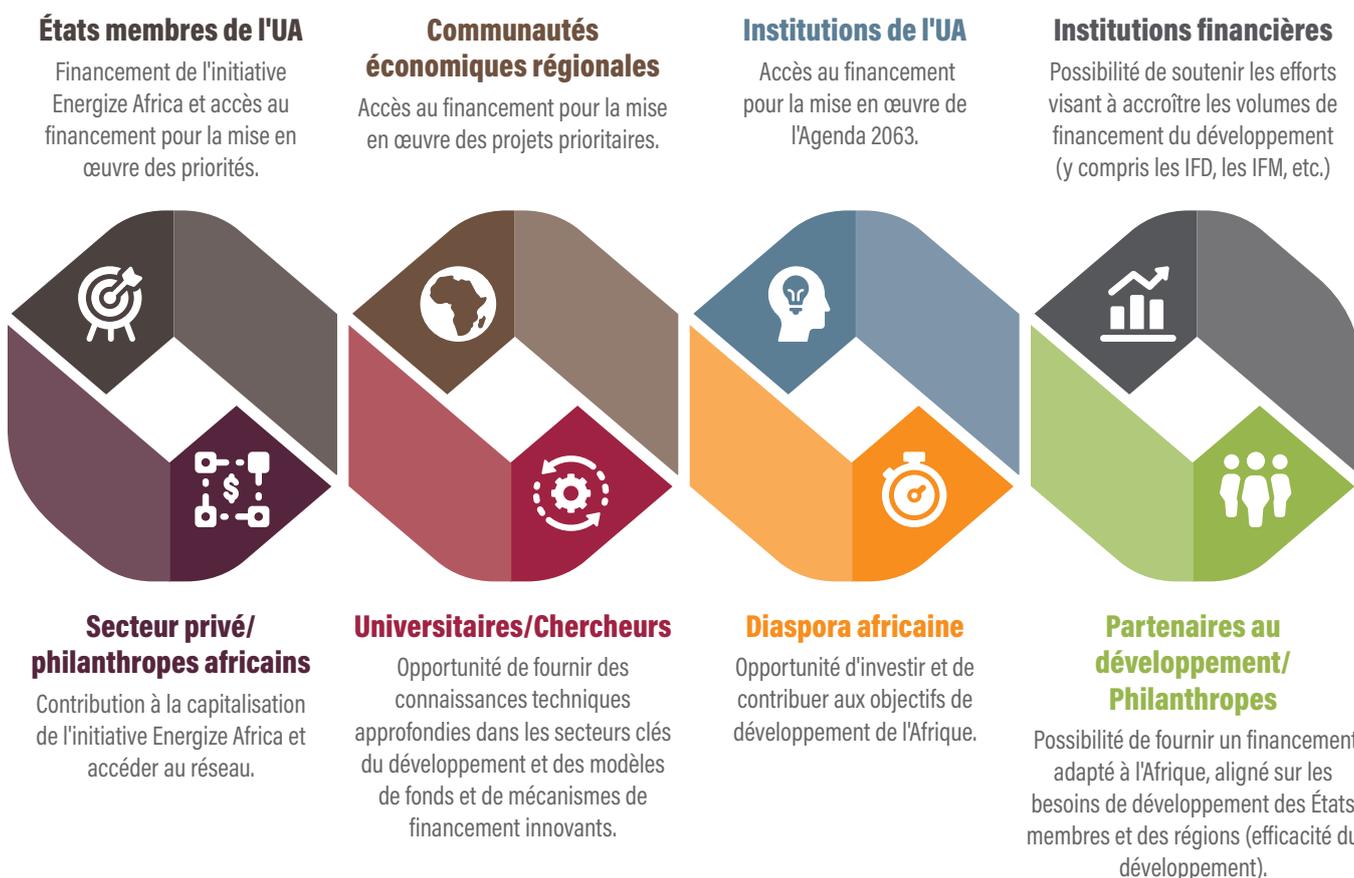
## 5.4 Engagement et sensibilisation des parties prenantes

La mise en réseau et l'engagement des parties prenantes et des partenaires sont des activités essentielles de la phase préparatoire. Le plan de gestion des parties prenantes comprend l'identification des personnes, groupes et organisations qui pourraient affecter ou être affectés par le programme. Cela suppose une analyse des attentes des parties prenantes et de leur impact potentiel sur le projet.

Cette étape sera réalisée principalement en organisant les événements de consultation clés suivants :

- **Réunions clés de plaidoyer politique :** Sensibilisation des États membres, des communautés économiques régionales et d'autres acteurs pertinents qui auront une influence significative sur l'orientation de l'Initiative Énergiser l'Afrique et son succès.
  - **Ateliers de lancement multipartites :** ils permettront de créer des groupes de travail techniques dans le but de mettre en œuvre des stratégies qui exploiteront les capacités des jeunes et accéléreront la croissance socio-économique inclusive.
  - **Consultations avec les partenaires au développement :** Sensibilisation des parties prenantes de l'UA et d'un plus large éventail de partenaires au développement pour une harmonisation et une mobilisation efficace des ressources.
- Plateforme de rassemblement pour le partage des connaissances, la formation et les opportunités de mentorat afin de doter les femmes des compétences et des ressources nécessaires pour bénéficier d'un accès équitable et égal au marché de l'emploi.
  - Engagements nationaux avec les parties prenantes du Partenariats Public-Privé (PPP) en vue de soutenir leur action auprès des instituts d'enseignement et de formation professionnels techniques afin de puiser dans un vivier d'étudiants qualifiés et prêts à l'emploi. Par exemple, des forums étudiants/carrières.
- Les principaux groupes de parties prenantes et de partenaires sont présentés dans le Graphique 5 et pour la phase préparatoire, les consultations et engagements prévus avec les parties prenantes sont décrits dans le Tableau de l'Annexe A4.

## Parties prenantes et partenaires du programme



Graphique 6 - Catégories de parties prenantes et de partenaires

## 5.5 Durabilité, résilience et stratégie de sortie du projet

L'EAI a été conçu pour fournir des avantages après la fin du projet (durabilité). La durabilité est essentielle à l'efficacité de tout investissement. L'un des éléments clés permettant de prouver la durabilité est la stratégie de sortie du projet, qui décrit clairement comment les activités, les produits et les résultats du projet seront progressivement retirés et, le cas échéant, remis à un État membre, à des centres d'innovation, à des organisations de la société civile, à des ONG, etc. qui maintiendront et poursuivront les activités et les réalisations du projet lorsque le financement aura cessé.

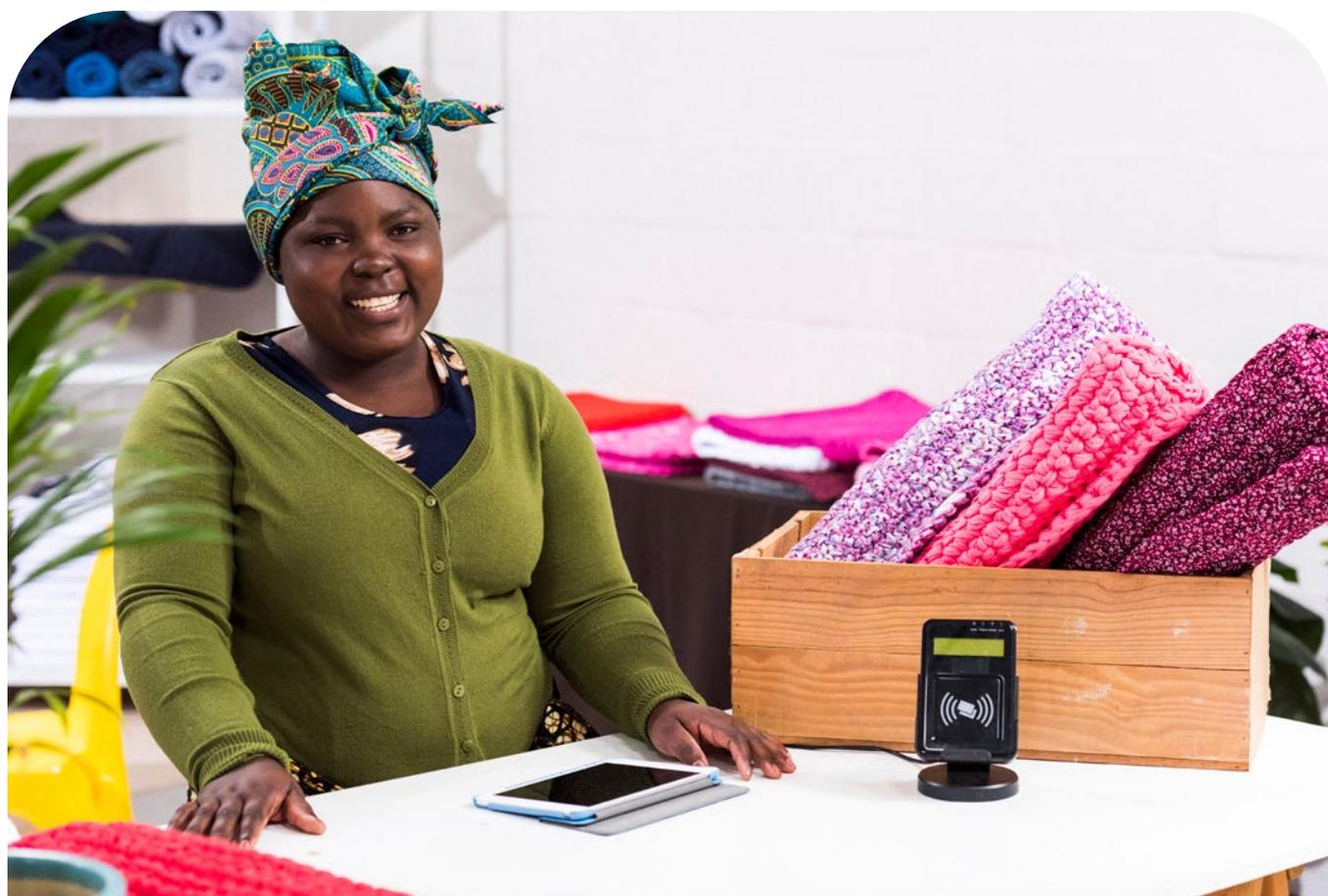
Lorsqu'elles sont planifiées avec les principales parties prenantes, il a été prouvé que les stratégies de sortie contribuent à de meilleurs résultats du projet car elles encouragent les bénéficiaires à s'engager dans la durabilité du programme. À l'inverse, les transitions de programme risquent d'être plus aléatoires et les résultats et les avantages du projet risquent d'être moins durables. Par conséquent, au cours de la première phase de l'IEA, l'un des éléments clés sera de concevoir une stratégie de sortie afin d'améliorer la durabilité de cette initiative.

## 5.6 Stratégie de sortie

L'objectif de la stratégie de sortie sera de s'assurer que les réalisations du programme sont conservées et diffusées tout en veillant à ce que les efforts pour atteindre les objectifs du programme se poursuivent au-delà de la date de fin du programme.

La stratégie de sortie comportera les quatre principales parties suivantes.

- Phase de sortie programmatique : identification des principaux " résultats/réalisations " que la IEA prévoit de transférer aux principales parties prenantes, et des processus par lesquels elle le fera.
- Retrait administratif et financier progressif : description des tâches et des délais pour la clôture des processus administratifs et financiers.
- Plan de transmission: décrit la principale transmission que le programme EAI entend laisser derrière elle et la manière dont elle sera documenté et transmis aux parties prenantes concernées.
- Résilience : Aperçu des risques politiques et autres. La structure du bénéficiaire responsable de la mise en œuvre des programmes échelonnés sera-t-elle résiliente aux changements de l'environnement socio-politique.



## 6. BUDGET

L'AUDA-NEPAD a adopté un processus de budgétisation axé sur les résultats, selon lequel la formulation du programme s'articule autour d'un ensemble de résultats ou d'objectifs attendus prédéfinis. Les résultats escomptés justifient les besoins en ressources qui sont dérivés et liés aux produits nécessaires pour atteindre les résultats et les indicateurs de performance objectifs mesurent la performance réelle dans la réalisation des résultats.

Comme stipulé dans les sections précédentes de ce document, le processus suivi pour arriver à la phase préparatoire du

budget commence par la définition du résultat ou du résultat attendu de l'initiative globale Energize Africa et se termine par la définition des actions requises pour atteindre le résultat et les activités qui doivent être réalisées. Le budget global de l'initiative a été préparé sur cette base.

Le budget global de l'AUDA-NEPAD Energize Africa pour la phase préparatoire (janvier 2023 à juin 2024) s'élève à **9.027.224,00 dollars E-U** (tableau 6.1 pour la synthèse et tableau de l'Annexe A3 pour les détails du budget) pour la mise en œuvre des activités du projet de la phase préparatoire et **1.137.000,00 dollars E-U** pour la coordination globale du programme et l'engagement des parties prenantes.

**Tableau 2 - Budget global de Energize Africa AUDA-NEPAD, pour la phase préparatoire (janvier 2023 à juin 2024)**

	Description	Coût (Dollars E-U)
Objectifs 1.1	Le potentiel des jeunes est exploité pour soutenir les prestations du secteur public	3.428.700,00
Objectifs 1.2	Une place de marché numérique commune des aptitudes et des compétences mise en place	2.684.500,00
Objectifs 1.3	Mise en place d'un cadre réglementaire régional des qualifications pour permettre la circulation transfrontalière des compétences	512.500,00
Objectifs 1.4	Une approche efficace d'intégration du genre adoptée dans tous les secteurs et toutes les chaînes de valeur économiques	135.000,00
Objectifs 2.1	Renforcement des pôles d'innovation existants et nouveaux pour des écosystèmes d'innovation nationaux efficaces en vue d'une participation accrue des jeunes.	632.400,00
Objectifs 2.2	Des systèmes de services financiers adaptés aux jeunes pour soutenir les innovations mises au point	223.000,00
Objectifs 3.1	Renforcement des capacités (et des connaissances) des MPME pour leur permettre de devenir des entreprises viables et compétitives	893.150,00
Objectifs 3.2	Soutien aux PME axées sur les jeunes pour leur permettre d'accéder aux financements et aux services financiers afin d'accroître leur contribution aux secteurs stratégiques	268.652,00
Objectifs 3.3	Renforcement des capacités des PME à bénéficier de la ZLECAf	249.322,00
	<b>Coût total</b>	<b>9.027.224,00</b>

**Tableau 3 - Budget de l'unité de coordination**

	Description	Coût (Dollars E-U)
<b>Frais de personnel</b>	Coûts de l'assistant administratif, du gestionnaire de programme et du gestionnaire de portefeuille pour un an	372.000,00
<b>Plate-forme consultative avec des organisations de jeunes</b>	Consultations dans 5 pays (représentant les champions dans les régions)	300.000,00
<b>Engagements des parties prenantes</b>	Ateliers	200.000,00
	Réunions	100.000,00
	Consultance	90.000,00
<b>Suivi et évaluation du programme et durabilité</b>	Concevoir et développer la fiche d'évaluation de la jeunesse	75.000,00
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Identifier les indicateurs à utiliser pour la conception du tableau de bord.</li> <li>▪ Mettre en place une base de référence.</li> <li>▪ Concevoir une méthodologie de notation.</li> <li>▪ Suivi/rapport sur l'état des jeunes sur le continent.</li> <li>▪ Elaboration de la stratégie de sortie de l'IEA.</li> </ul>	
	<b>Coût total</b>	<b>1.137.000,00</b>

## 7. RÉFÉRENCES

- African vibes (John) Le top 10 des centres technologiques africains <https://africanvibes.com/the-top-10-african-tech-hubs/>
- Foster, V et C. Briceno-Garmendia. 2010. L'infrastructure de l'Afrique : Un temps pour la transformation : Un temps pour la transformation. Forum pour le développement de l'Afrique. Banque mondiale. Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/2692> Licence : CC BY 3.0 IGO.
- Friederici, N. 2017. Les pôles d'innovation en Afrique : Perspective d'entrepreneuriat Perspective (SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3123840> ou <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3123840>)
- Giuliani D, B. Bridges, L. Hannah et B. B. A. Ekeledo, . 2019. Mise en place d'un cadre propice à l'épanouissement des innovateurs : étude qualitative et quantitative d'une centaine de pôles à travers l'Afrique Auteurs et éditeurs AfriLabs Temitope Isedowo, Directeur des programmes, AfriLabs 25 octobre 2019
- Organisation internationale du travail. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_737670.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_737670.pdf)
- OCDE (2020), Gouvernance pour la jeunesse, confiance et justice intergénérationnelle : Adapté à toutes les générations, Perspectives de la gouvernance publique de l'OCDE, Publications de l'OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/c3e5cb8a-en>.
- Onukwue A. Ce que les pôles technologiques ont réalisé en Afrique au cours de la dernière décennie. Quartz Africa Weekly Publié le 14 décembre 2021



## 8. ANNEXE

Tableau de l'Annexe A1 - Phase préparatoire, Energize Africa: Cadre des résultats du programme

Chaîne de résultats	Indicateurs				Hypothèse
	Indicateurs	Base de référence	Cible	Moyens de vérification	
<b>Impact :</b> Les capacités de la jeunesse africaine sont exploitées pour stimuler une croissance socio-économique accélérée et inclusive, grâce à l'innovation et à l'amélioration de la prestation des services publics.					
<b>RÉSULTAT 1 :</b> Renforcement de la participation des jeunes pour une prestation de services publics efficace et efficiente					
<b>Objectifs 1.1 :</b> Le potentiel des jeunes est exploité pour soutenir les prestations du secteur public					
<b>Activité 1.1.1 :</b> Procéder à une évaluation approfondie des politiques, programmes et cadres existants dans les CER et les États membres (EM) sur des initiatives similaires	Évaluer les politiques, programmes et cadres existants dans les CER et les EM sur des initiatives similaires	0	1	Rapport d'évaluation	Disponibilité d'informations sur les politiques, programmes et cadres existants au sein des CER et des EM sur des initiatives similaires Adhésion des États membres, des CER et des institutions de l'UA à l'initiative
<b>Activité 1.1.2 :</b> Mener une évaluation approfondie des besoins en compétences des jeunes dans les CER/EM afin d'identifier les lacunes de la main-d'œuvre (existantes et déficientes), dans la chaîne de valeur des services	Les besoins en compétences des jeunes dans les CER/EM sont évalués Déficits de main-d'œuvre identifiés dans la chaîne de valeur des services pour les EM/CER	0	2	Rapport d'évaluation des besoins en compétences des jeunes pour 10 EM et 8 CER Rapport sur les déficits de main-d'œuvre dans la chaîne de valeur des services dans 10 CER/8 EM	Volonté des EM et des CER de participer à l'exercice d'évaluation
<b>Activité 1.1.3 :</b> Création d'une base de données des compétences des jeunes en fonction des lacunes identifiées en matière de main-d'œuvre et classement en fonction de leurs CER pour faciliter le déploiement	Création d'une base de données sur les compétences des jeunes en fonction des lacunes identifiées en matière de main-d'œuvre Ségrégation des compétences selon les régions	0	2	Base de données sur les compétences des jeunes ; rapport sur la ségrégation des compétences entre les régions	Disponibilité de ressources financières pour le recrutement d'une personne ressource (consultant)
<b>Activité 1.1.4 :</b> Élaboration et validation des directives de recrutement pour le déploiement (CER et RH de l'AUDA-NEPAD)	Évaluation de l'état de préparation des CER / EM à accueillir des jeunes hommes et femmes	0	1	Rapport d'évaluation de l'état de préparation et plan d'action pour (10 EM et 8 CER)	Volonté des EM et des CER de participer à l'initiative Disponibilité des ressources financières pour entreprendre l'ensemble de l'activité
<b>Activité 1.1.5 :</b> Réalisation d'une évaluation pour déterminer si les CER sont prêts à accueillir des jeunes hommes et femmes	Élaboration de directives de recrutement pour le déploiement (EM, CER et RH de l'AUDA-NEPAD) Directives de recrutement validées	0	2	Directives de recrutement	Volonté des EM et des CER de participer à l'initiative Disponibilité des ressources financières

Chaîne de résultats		Indicateurs				Hypothèse
Indicateurs	Base de référence	Cible	Moyens de vérification	Risques et mesures d'atténuation/hypothèses		
<b>Activité 1.1.6 :</b> Test de Simulation - Déploiement de 100 jeunes hommes et femmes dans les CER d'ici la fin mars 2023	100 jeunes hommes et femmes identifiés pour être déployés dans les CER/EM	0	100	Nombre de jeunes hommes et femmes déployés	Préparation des jeunes hommes et femmes à être déployés Capacité des CER/EM à accueillir les jeunes hommes et femmes Disponibilité des fonds pour l'activité	
<b>Objectifs 1.2 :</b> Une place de marché numérique commune des aptitudes et des compétences est mise en place						
<b>Activité 1.2.1 :</b> Réalisation d'un état des lieux et d'une analyse comparative des initiatives similaires existant sur le continent et au-delà	Plusieurs initiatives visant à combler le déficit de compétences qui existe	0	2	Rapport sur les initiatives et les bonnes pratiques existantes	Nécessité de comprendre le paysage et les bonnes pratiques d'initiatives similaires Les risques sont de ne pas trouver d'initiatives continentales	
<b>Activité 1.2.2 :</b> Consultations techniques avec les EM en collaboration avec les CER afin d'affiner l'analyse de rentabilité de la Banque africaine des compétences critiques (BCC) pour répondre aux résultats	Analyse(s) de rentabilité affinée(s)	0	1	Amélioration de l'analyse de rentabilité sur la base des informations reçues dans le cadre de l'exercice d'évaluation comparative	Les risques comprennent l'impossibilité de trouver des informations pertinentes pour affiner l'analyse de rentabilité	
<b>Activité 1.2.3 :</b> Identification des besoins en compétences critiques (existantes et requises) dans la chaîne de valeur des systèmes de prestation de services publics/régionaux	Plusieurs évaluations des besoins en compétences critiques réalisées	0	10	Dix rapports d'évaluation des besoins en compétences critiques	Les pays peuvent ne pas avoir leurs compétences critiques répertoriées sur la liste publique ou facilement disponibles pour la consommation publique	
<b>Activité 1.2.4 :</b> Conception, mise en place, test de simulation et lancement de la plateforme - Pilotage dans 5 pays	Plate-forme conçue et testée	0	1	Conception, configuration et test de la plate-forme	Manque de disponibilité des fonds et des compétences techniques pour la conception, l'installation et la mise en œuvre de la plate-forme Manque d'adhésion des États membres	
<b>Activité 1.2.5 :</b> Élaboration d'une stratégie de sensibilisation et de marketing pour susciter un engagement et un intérêt durables	Nombre de partenaires de mise en œuvre et d'investisseurs touchés par la stratégie	0		Suivi de l'engagement en matière de plaidoyer et de marketing	Aucun engagement n'a été pris	
<b>Activité 1.2.6 :</b> Recensement et engagement des partenaires de mise en œuvre et des investisseurs (stratégie de financement)	Nombre de partenaires de mise en œuvre et d'investisseurs identifiés et engagés	0	5	Lettres d'engagement d'investisseurs pour financer la plateforme	Pas d'adhésion des investisseurs	

Chaîne de résultats	Indicateurs				Hypothèse	
	Indicateurs	Base de référence	Cible	Moyens de vérification	Risques et mesures d'atténuation/hypothèses	
<b>Objectifs 1.3</b> : Mise en place d'un cadre réglementaire régional des qualifications pour permettre la circulation transfrontalière des compétences						
<b>Activité 1.3.1</b> : Collaboration avec l'équipe de travail de la CUA sur le Cadre de Qualification Continental Africain afin de comprendre la portée du projet	Nombre d'ateliers organisés pour sensibiliser les parties prenantes	0	1	Atelier en marge du Sommet de l'UA	Difficulté à convaincre les chefs d'État/ représentants de s'engager dans l'initiative	
<b>Activité 1.3.2</b> : Réalisation d'une évaluation et d'un exercice de cartographie des cadres de qualification existants sur le continent	Nombre de consultations tenues avec l'équipe de travail de la CUA	0	1	Procès-verbal de la réunion	Questions de mandats contradictoires	
<b>Activité 1.3.3</b> : Collaboration avec les CER afin d'élaborer et de valider une stratégie de mise en œuvre pour le développement du FQR	Évaluation menée sur les cadres de qualification existants	0	1	Rapport sur les cadres de qualification existants	Manque de financement pour la consultation	
<b>Objectifs 1.4</b> : Une approche efficace d'intégration du genre adoptée dans tous les secteurs et toutes les chaînes de valeur économiques						
<b>Activité 1.4.1</b> : Réalisation d'un regroupement des cadres, de politiques et décisions de l'UA sur le genre, de stratégies nationales de genre pour identifier les meilleures pratiques, les défis et les domaines d'amélioration	Recherche menée et rapport d'analyse élaboré	0	1	Rapport et cartographie des cadres actuels comprenant les meilleures pratiques, les défis et les domaines d'action identifiés	Absence de rapports d'avancement actualisés sur la mise en œuvre des cadres, politiques et décisions de l'UA en matière de genre	
<b>Activité 1.4.2</b> : Rédaction d'une proposition d'approche d'intégration de la dimension de genre, sur la base de l'élaboration en cours de la stratégie et du plan d'action de l'AUDA-NEPAD en matière de genre	Document méthodologique rédigé	0	1	Absence de suivi et d'évaluation	Pas d'adhésion des parties prenantes	

Chaîne de résultats	Indicateurs					Hypothèse	
	Indicateurs	Base de référence	Cible	Moyens de vérification	Risques et mesures d'atténuation/hypothèses		
<b>Résultat 2</b> : Renforcement des écosystèmes d'innovation pour une participation active des jeunes dans un secteur privé et public flexible							
<b>Objectifs 2.1</b> : Renforcement des pôles d'innovation existants et nouveaux pour des écosystèmes d'innovation nationaux efficaces en vue d'une participation accrue des jeunes							
<b>Activité 2.1.1</b> : Réalisation d'une analyse situationnelle des centres d'innovation en Afrique	Rapport d'analyse de la situation élaboré	0	1	Rapport d'analyse	Retard dans le recrutement du consultant et non-disponibilité du financement à temps		
<b>Activité 2.1.2</b> : Identification, par le biais d'un cadrage, des programmes de l'AUDA-NEPAD et des programmes externes qui soutiennent la réalisation de l'objectif 2	Base de données des programmes de l'AUDA-NEPAD alignés sur la mise en place d'EA	0	1	Base de données active	Réalisations des programmes retardées		
<b>Activité 2.1.3</b> : Organisation du premier sommet continental sur les écosystèmes d'innovation afin de promouvoir, mettre en réseau et valider les interventions proposées dans les pays pilotes	Rapport du 1er sommet de l'IES	0	1	Rapport sur les événements/couverture médiatique	Ressources limitées pour entreprendre un événement continental		
<b>Activité 2.1.4</b> : Déploiement d'interventions dans cinq pays pilotes afin de renforcer et de développer les capacités de leurs centres d'innovation	Rapport d'étape sur le projet pilote IES	0	1	Rapport d'avancement	Adhésion politique limitée des pays		
<b>Activité 2.1.5</b> : Établissement des partenariats stratégiques avec les principales parties prenantes pour soutenir les interventions du résultat 2 (protocoles d'accord, etc.)	Nombre d'engagements intermédiaires avec des partenaires	0	5	Rapports de réunion	Non alignement des intérêts et des priorités		
<b>Activité 2.1.6</b> : Identification et engagement des États membres potentiels à jouer le rôle de champions dans la dynamisation de l'IES en Afrique	Nombre d'États membres Champions identifiés et enrôlés	0	2	Accord d'engagement des champions	Adhésion politique limitée des pays		

Chaîne de résultats		Indicateurs				Hypothèse	
Indicateurs		Indicateurs	Base de référence	Cible	Moyens de vérification	Risques et mesures d'atténuation/hypothèses	
<b>Objectifs 2.2</b> : Des systèmes de services financiers adaptés aux jeunes pour soutenir les innovations mises au point							
<b>Activité 2.2.1</b> : Point sur le paysage actuel du financement des innovations sur le continent	Élaboration d'un rapport sur le paysage actuel du financement de l'IES	0	1	Rapport sur le paysage actuel du financement	Recrutement d'un consultant retardé		
<b>Activité 2.2.2</b> : Exploration et élaboration de modèles de meilleures pratiques de financement innovant adaptés aux jeunes pour financer durablement les innovations	Création d'une boîte à outils des meilleures pratiques en matière de modèles de financement	0	1	Boîte à outils fonctionnelle	Recrutement d'un consultant retardé		
<b>Activité 2.2.3</b> : Engagement des acteurs financiers potentiels pour établir des partenariats stratégiques	Nombre d'engagements intermédiaires avec des partenaires	0	5	Rapports de réunion	Non alignement des intérêts et des priorités		
<b>Activité 2.2.4</b> : Plaidoyer pour l'augmentation des dépenses des États membres en vue du développement d'un écosystème d'innovation efficace	Nombre d'événements de sensibilisation organisés	0	2	Rapport sur les événements/couverture médiatique	Ressources limitées pour entreprendre des campagnes de plaidoyer		
<b>Résultat 3</b> : Croissance de la viabilité des jeunes PME pour améliorer/renforcer les performances des secteurs économiques stratégiques							
<b>Objectifs 3.1</b> : Renforcement des capacités et des connaissances des MIPME pour leur permettre de devenir des entreprises viables et compétitives							
<b>Activité 3.1.1</b> : Formation des PME africaines aux marchés publics et privés	Nombre de PME habilitées	0	100 PME dans 5 pays	Rapports de formation	Alignement sur les autres programmes de l'AUDA-NEPAD		
<b>Activité 3.1.2</b> : Développement des capacités des PME et des institutions liées aux PME sur l'approche de la chaîne de valeur et les chaînes de valeur et d'approvisionnement mondiales	Capacités de plusieurs PME et institutions renforcées	0	100 MIPME dans 5 pays	Rapports de formation	Aucun impact/résultat tangible de la capacitation des PME		
<b>Activité 3.1.3</b> : Création d'un portail continental sur les marchés publics (guichet unique) et facilitation de l'accès des PME	Portail opérationnel	0	1	Rapport sur les tests d'acceptation par les utilisateurs	Absence de soutien de MIS et de KMPE pour le développement du portail, Manque de visibilité du portail		
<b>Activité 3.1.4</b> : Facilitation des programmes de développement des fournisseurs et de sous-traitance entre les grandes entreprises et les PME	Nombre de pays consultés Lignes directrices sur les bonnes pratiques	0 0	5 1	Lignes directrices sur les bonnes pratiques	Faible documentation des bonnes pratiques		

Chaîne de résultats	Indicateurs					Hypothèse
	Indicateurs	Base de référence	Cible	Moyens de vérification	Risques et mesures d'atténuation/hypothèses	
<b>Objectifs 3.2</b> : Soutien aux PME axées sur les jeunes pour leur permettre d'accéder aux financements et aux services financiers afin d'accroître leur contribution aux secteurs stratégiques						
<b>Activité 3.2.1</b> : Évaluation des services de soutien financier existants pour les PME et possibilités d'innovation	Rapport d'évaluation	0	1	Rapport d'évaluation	Disponibilité des fonds et des experts techniques pour mener l'évaluation	
<b>Activité 3.2.2</b> : Identification des secteurs économiques stratégiques au niveau régional et national	Nombre de pays	0	20	Rapport d'avancement	Disponibilité des fonds et affectation d'experts pour mener l'évaluation	
<b>Activité 3.2.3</b> : Facilitation de la création de forums d'affaires pour les MPME et/ou renforcement des forums existants	Nombre de forums	0	3	Mémoire de constitution/ Articles d'association/ constitution	Disponibilité du financement et de l'expertise	
<b>Activité 3.2.4</b> : Réalisation de l'état des lieux des PME dans un secteur économique stratégique	Rapport annuel	0	1	Rapport sur l'état des PME	Disponibilité du financement	
<b>Activité 3.2.5</b> : Établissement de partenariats d'investissement public-privé ou interentreprises	Nombre de partenariats	0	2	Accords signés	Disponibilité du financement et de l'expertise	
<b>Objectifs 3.3</b> : La capacité des PME à bénéficier de la ZLECAF est renforcée						
<b>Activité 3.2.1</b> : Renforcement de la collaboration avec le Secrétaire de la ZLECAF pour les interventions en faveur des PME	Nombre de réunions avec le Secrétaire de la ZLECAF	0	2	Compte rendu/procès-verbal de réunion	Manque de compréhension des avantages mutuels des deux organes	
<b>Activité 3.3.2</b> : Intégration du potentiel des jeunes PME dans les évaluations d'impact de la ZLECAF	Termes de référence et rapport de l'étude d'impact	0	1	Termes de référence et rapport de l'étude d'impact	L'étude est menée et conclue à temps pour être soumise à l'évaluation d'impact de la ZLECAF	
<b>Activité 3.3.3</b> : Organisation de séminaires sur la commercialisation de l'innovation au profit des PME	Nombre de séminaires	0	2	Rapports de séminaires	Disponibilité du financement	
<b>Activité 3.3.4</b> : Facilitation du jumelage et du mentorat des PME avec des services de conseil	Nombre de PME encadrées avec succès	0	5	Accords de mentorat et de jumelage	Engagement des deux parties et disponibilité d'experts-conseils	

Tableau de l'Annexe A2 - Energize Africa / AUDA-NEPAD : Plan de travail de la phase préparatoire

Chaîne de résultats	Année 1				Année 2			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>RÉSULTAT 1</b> : Renforcement de la participation des jeunes pour une prestation de services publics efficace et efficiente								
<b>Objectifs 1.1</b> : Le potentiel des jeunes est exploité pour soutenir les prestations du secteur public								
<b>Activité 1.1.1</b> : Réalisation d'une évaluation approfondie des politiques, programmes et cadres existants dans les CER sur des initiatives similaires								
<b>Activité 1.1.2</b> : Réalisation d'une évaluation approfondie des besoins en compétences des jeunes dans les CER afin d'identifier les lacunes de la main-d'œuvre (existantes et manquantes) dans la chaîne de valeur des services								
<b>Activité 1.1.3</b> : Création d'une base de données des compétences des jeunes en fonction des lacunes identifiées en matière de main-d'œuvre et classement en fonction de leurs CER pour faciliter le déploiement								
<b>Activité 1.1.4</b> : Élaboration et validation des directives de recrutement pour le déploiement (CER et RH de l'AUDA-NEPAD)								
<b>Activité 1.1.5</b> : Réalisation d'une évaluation pour déterminer si les CER sont prêtes à accueillir des jeunes hommes et femmes								
<b>Activité 1.1.6</b> : Stress de simulation - Déploiement de 100 jeunes hommes et femmes dans les CER d'ici fin mars 2023								

Chaîne de résultats	Année 1				Année 2			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Objectifs 1.2</b> : Une place de marché numérique commune des aptitudes et des compétences est mise en place								
<b>Activité 1.2.1</b> : Réalisation d'un état des lieux et d'une analyse comparative des initiatives similaires existant sur le continent et au-delà								
<b>Activité 1.2.2</b> : Consultations techniques avec les EM en collaboration avec les CER afin d'affiner l'analyse de rentabilité de la Banque africaine des compétences critiques (BCC) pour répondre aux résultats								
<b>Activité 1.2.3</b> : En collaboration avec les CER, sélection de 5 pays dans les 5 régions pour identifier les besoins en compétences critiques (existantes et déficientes) en accord avec les priorités nationales pour le projet pilote								
<b>Activité 1.2.4</b> : Conception, mise en place, test de simulation et lancement de la plateforme - Pilotage dans 5 pays								
<b>Activité 1.2.5</b> : Élaboration d'une stratégie de sensibilisation et de marketing pour susciter un engagement et un intérêt durables								
<b>Activité 1.2.6</b> : Recensement et engagement des partenaires de mise en œuvre et des investisseurs (stratégie de financement)								

Chaîne de résultats	Année 1				Année 2			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Objectifs 1.3</b> Cadre réglementaire régional des qualifications établi pour permettre la circulation transfrontalière des compétences								
<b>Activité 1.3.1 :</b> Collaboration avec l'équipe de travail de la CUA sur le Cadre de Qualification Continental Africain afin de comprendre la portée du projet								
<b>Activité 1.3.2 :</b> Réalisation d'une évaluation et d'un exercice de cartographie des cadres de qualification existants sur le continent								
<b>Activité 1.3.3 :</b> Collaboration avec les CER afin d'élaborer et de valider une stratégie de mise en œuvre pour le développement du FQR								
<b>Objectifs 1.4 :</b> Une approche efficace d'intégration du genre adoptée dans tous les secteurs et toutes les chaînes de valeur économiques								
<b>Activité 1.4.1 :</b> Réalisation d'un regroupement des cadres, de politiques et décisions de l'UA sur le genre, de stratégies nationales de genre pour identifier les meilleures pratiques, les défis et les domaines d'amélioration								
<b>Activité 1.4.2 :</b> Rédaction d'une proposition d'approche d'intégration de la dimension de genre, sur la base de l'élaboration en cours de la stratégie et du plan d'action de l'AUDA-NEPAD en matière de genre								

Chaîne de résultats	Année 1				Année 2			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>RÉSULTAT 2</b> : Renforcement des écosystèmes d'innovation pour une participation active des jeunes dans un secteur privé et public flexible								
<b>Objectifs 2.1</b> : Renforcement des pôles d'innovation existants et nouveaux pour des écosystèmes d'innovation nationaux efficaces en vue de la réalisation des objectifs suivants								
<b>Activité 2.1.1</b> : Réalisation d'une analyse situationnelle des centres d'innovation en Afrique								
<b>Activité 2.1.2</b> : Identification, par le biais d'un cadrage, des programmes de l'AUDA-NEPAD et des programmes externes qui soutiennent la réalisation de l'objectif 2								
<b>Activité 2.1.3</b> : Organisation du premier sommet continental sur les écosystèmes d'innovation afin de promouvoir, mettre en réseau et valider les interventions proposées dans les pays pilotes								
<b>Activité 2.1.4</b> : Déploiement d'interventions dans cinq pays pilotes afin de renforcer et de développer les capacités de leurs centres d'innovation								
<b>Activité 2.1.5</b> : Établissement des partenariats stratégiques avec les principales parties prenantes pour soutenir les interventions du résultat 2 (protocoles d'accord, etc.)								
<b>Activité 2.1.6</b> : Identification et engagement des États membres potentiels à jouer le rôle de champions dans la dynamisation de l'IES en Afrique								

Chaîne de résultats	Année 1				Année 2			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Objectifs 2.2 :</b> Développement de systèmes de services financiers adaptés aux jeunes pour soutenir les innovations								
<b>Activité 2.2.1 :</b> Aperçu du paysage actuel du financement des innovations sur le continent								
<b>Activité 2.2.2 :</b> Exploration et élaboration de modèles de meilleures pratiques de financement innovant adaptés aux jeunes pour financer durablement les innovations								
<b>Activité 2.2.3 :</b> Engagement des acteurs financiers potentiels pour établir des partenariats stratégiques								
<b>Activité 2.2.4 :</b> Plaidoyer pour l'augmentation des dépenses des États membres en vue du développement d'un écosystème d'innovation efficace								

Chaîne de résultats	Année 1				Année 2			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>RÉSULTAT 3</b> : La durabilité des PME dirigées par des jeunes est accrue pour stimuler la performance des secteurs économiques stratégiques								
<b>Objectifs 3.1</b> : Renforcement des capacités (et des connaissances) des MPME pour leur permettre de devenir des entreprises viables et compétitives								
<b>Activité 3.1.1</b> : Formation des PME africaines aux marchés publics et privés								
<b>Activité 3.1.2</b> : Développement des capacités des MPME et des institutions liées aux MPME sur l'approche de la chaîne de valeur et les chaînes de valeur et d'approvisionnement mondiales								
<b>Activité 3.1.3</b> : Création d'un portail continental sur les marchés publics (guichet unique) et facilitation de l'accès des MPME								
<b>Activité 3.1.4</b> : Facilitation des programmes de développement des fournisseurs et de la sous-traitance entre les grandes entreprises et les MPME								
<b>Objectifs 3.2</b> : Soutien aux PME axées sur les jeunes pour qu'elles aient accès au financement et aux services financiers afin d'accroître leur contribution aux secteurs stratégiques								
<b>Activité 3.2.1</b> : Évaluation des services de soutien financier existants pour les MPME et élaboration de nouvelles innovations								
<b>Activité 3.2.2</b> : Identification des secteurs économiques stratégiques au niveau régional et national								
<b>Activité 3.2.3</b> : Facilitation de la création de forums d'affaires pour les MPME et/ou renforcement des forums existants								
<b>Activité 3.2.4</b> : État des lieux des MPME dans un secteur économique stratégique								
<b>Activité 3.2.5</b> : Développement des partenariats d'investissement public-privé ou interentreprises								

Chaîne de résultats	Année 1				Année 2			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Objectifs 3.3 :</b> Amélioration des capacités commerciales des PME afin de bénéficier de la ZLECAF								
<b>Activité 3.3.1 :</b> Évaluation des services de soutien financier existants pour les MPME et élaboration des innovations								
<b>Activité 3.3.2 :</b> Intégration du potentiel des PME dirigées par des jeunes dans les évaluations d'impact de la ZLECAF								
<b>Activité 3.3.3 :</b> Organisation de séminaires sur la commercialisation de l'innovation au profit des PME								
<b>Activité 3.3.4 :</b> Facilitation du jumelage et du mentorat des PME avec des services de conseil								

Tableau de l'Annexe A3 - Budget global détaillé de la phase préparatoire de Energize Africa AUDA-NEPAD

Description	Phase préparatoire (janvier 2023 à juin 2024) Coûts	Coût total de la phase 2	Total Phase préparatoire
<b>Résultat 1 : Renforcement de la participation des jeunes pour une prestation de services publics efficace et efficiente</b>	<b>6.625.700,00</b>		
<b>Objectifs 1.1 :</b> Le potentiel des jeunes est exploité pour soutenir les prestations du secteur public	<b>3.428.700,00</b>		
<b>Activité 1.1.1 :</b> Effectuer une évaluation approfondie des politiques, programmes et cadres existants dans les CER sur des initiatives similaires	201.100,00		
<b>Activité 1.1.2 :</b> Réalisation d'une évaluation approfondie des besoins en compétences des jeunes dans les CER en vue d'identifier les lacunes de la main-d'œuvre (existantes et manquantes) dans la chaîne de valeur des services.	334.100,00		
<b>Activité 1.1.3 :</b> Création d'une base de données des compétences des jeunes en fonction des lacunes identifiées en matière de main-d'œuvre et classement en fonction de leurs CER pour faciliter le déploiement	138.000,00		
<b>Activité 1.1.4 :</b> Élaboration et validation des directives de recrutement pour le déploiement (CER et RH de l'AUDA-NEPAD)	115.500,00		
<b>Activité 1.1.5 :</b> Réalisation d'une évaluation pour déterminer si les CER sont prêts à accueillir des jeunes hommes et femmes	10.000,00		
<b>Activité 1.1.6 :</b> Test de simulation - Déploiement de 100 jeunes hommes et femmes dans les CER d'ici fin mars 2023	2.630.000,00		
<b>Objectifs 1.2 :</b> La place du marché commun numérique continental des aptitudes et des compétences établi	<b>2.684.500,00</b>		
<b>Activité 1.2.1 :</b> Réalisation d'un état des lieux et d'une analyse comparative des initiatives similaires existant sur le continent et au-delà	2.500,00		
<b>Activité 1.2.2 :</b> Consultations techniques avec les EM en collaboration avec les CER afin d'affiner l'analyse de rentabilité de la Banque africaine des compétences critiques (BCC) pour répondre aux résultats	42.250,00		
<b>Activité 1.2.3 :</b> En collaboration avec les CER, sélectionner cinq pays dans les cinq régions pour identifier les besoins en compétences critiques (existantes et déficientes) en accord avec les priorités nationales pour le projet pilote	117.250,00		
<b>Activité 1.2.4 :</b> Conception, mise en place, test de simulation et lancement de la plateforme - Pilotage dans 5 pays	2.170.000,00		
<b>Activité 1.2.5 :</b> Élaboration d'une stratégie de sensibilisation et de marketing pour susciter un engagement et un intérêt durables	102.500,00		
<b>Activité 1.2.6 :</b> Recensement et engagement des partenaires de mise en œuvre et des investisseurs (stratégie de financement)	250.000,00		
<b>Objectifs 1.3 :</b> Mise en place d'un cadre réglementaire régional des qualifications pour permettre la circulation transfrontalière des compétences	<b>512.500,00</b>		
<b>Activité 1.3.1 :</b> Collaboration avec l'équipe de travail de la CUA sur le Cadre de Qualification Continental Africain afin de comprendre la portée du projet	70.000,00		
<b>Activité 1.3.2 :</b> Réalisation d'une évaluation et d'un exercice de cartographie des cadres de qualification existants sur le continent	242.500,00		
<b>Activité 1.3.3 :</b> Collaboration avec les CER afin d'élaborer et de valider une stratégie de mise en œuvre pour le développement du FQR	200.000,00		
<b>Objectifs 1.4 :</b> Une approche efficace d'intégration du genre adoptée dans tous les secteurs et toutes les chaînes de valeur économiques			
<b>Activité 1.4.1 :</b> Réalisation d'un regroupement des cadres, de politiques et décisions de l'UA sur le genre, de stratégies nationales de genre pour identifier les meilleures pratiques, les défis et les domaines d'amélioration	125.000,00		
<b>Activité 1.4.2 :</b> Rédaction d'une proposition d'approche d'intégration de la dimension de genre, sur la base de l'élaboration en cours de la stratégie et du plan d'action de l'AUDA-NEPAD en matière de genre	30.000,00		

Description	Phase préparatoire (janvier 2023 à juin 2024) Coûts	Coût total de la phase 2	Total Phase préparatoire
<b>Résultat 2 : Renforcement des écosystèmes d'innovation pour une participation active des jeunes dans un secteur privé et public flexible</b>	<b>855.400,00</b>		
<b>Objectifs 2.1 :</b> Renforcement des centres d'innovation existants et nouveaux pour des écosystèmes d'innovation nationaux efficaces en vue d'une participation accrue des jeunes	<b>632.400,00</b>		
<b>Activité 2.1.1 :</b> Entreprise d'une analyse situationnelle des centres d'innovation en Afrique	45.000,00		
<b>Activité 2.1.2 :</b> Identification, par le biais d'un cadrage, des programmes de l'AUDA-NEPAD et des programmes externes qui soutiennent la réalisation de l'objectif 2	31.800,00		
<b>Activité 2.1.3 :</b> Organisation du premier sommet continental sur les écosystèmes d'innovation afin de promouvoir, mettre en réseau et valider les interventions proposées dans les pays pilotes	272.000,00		
<b>Activité 2.1.4 :</b> Déploiement d'interventions dans cinq pays pilotes afin de renforcer et de développer les capacités de leurs centres d'innovation	152.400,00		
<b>Activité 2.1.5 :</b> Établissement des partenariats stratégiques avec les principales parties prenantes pour soutenir les interventions du résultat 2 (protocoles d'accord, etc.)	80.000,00		
<b>Activité 2.1.6 :</b> Identification et engagement des États membres potentiels pour jouer le rôle de champions dans la dynamisation de l'IES en Afrique	51.200,00		
<b>Objectifs 2.2 :</b> Développement de systèmes de services financiers adaptés aux jeunes et basés sur le genre pour soutenir les innovations	<b>223.000,00</b>		
<b>Activité 2.2.1 :</b> Point sur le paysage actuel du financement des innovations sur le continent	45.000,00		
<b>Activité 2.2.2 :</b> Exploration et élaboration des modèles de meilleures pratiques de financement innovant adaptés aux jeunes et basés sur le genre pour financer durablement les innovations	45.000,00		
<b>Activité 2.2.3 :</b> Engagement des acteurs financiers potentiels pour établir des partenariats stratégiques	-		
<b>Activité 2.2.4 :</b> Plaidoyer pour l'augmentation des dépenses des États membres en vue du développement d'un écosystème d'innovation efficace	133.000,00		
<b>Résultat 3 : La durabilité des PME des jeunes est accrue pour stimuler la performance des secteurs économiques stratégiques</b>	<b>1.158.757,00</b>		
<b>Objectifs 3.1 :</b> Renforcement des capacités (et des connaissances) des MPME pour leur permettre de devenir des entreprises viables et compétitives	<b>893.150,00</b>		
<b>Activité 3.1.1 :</b> Former les PME africaines aux marchés publics et privés	166.644,00		
<b>Activité 3.1.2 :</b> Développement des capacités des PME et des institutions liées aux PME sur l'approche de la chaîne de valeur et les chaînes de valeur et d'approvisionnement mondiales	260.344,00		
<b>Activité 3.1.3 :</b> Mise en place d'un portail continental sur les marchés publics (guichet unique) et faciliter l'accès des PME	47.756,00		
<b>Activité 3.1.4 :</b> Facilitation des programmes de développement des fournisseurs et de sous-traitance entre les grandes entreprises et les PME	418.406,00		

Description	Phase préparatoire (janvier 2023 à juin 2024) Coûts	Coût total de la phase 2	Total Phase préparatoire
<b>Objectifs 3.2</b> : Soutien aux PME axées sur les jeunes pour qu'elles aient accès au financement et aux services financiers afin d'accroître leur contribution aux secteurs stratégiques	<b>254.957,00</b>		
<b>Activité 3.2.1</b> : Passage en revue des services de soutien financier existants pour les MPME et élaboration de nouvelles innovations	45.684,00		
<b>Activité 3.2.2</b> : Identification des secteurs économiques stratégiques au niveau régional et national	1.260,00		
<b>Activité 3.2.3</b> : Facilitation de la création de forums d'affaires pour les MPME et/ou renforcement des forums existants	185.642,00		
<b>Activité 3.2.4</b> : Etat des lieux des PME dans un secteur économique stratégique	8.655,00		
<b>Activité 3.2.5</b> : Mise en place de partenariats d'investissement public-privé ou B2B	13.716,00		
<b>Objectifs 3.3</b> : Renforcement des capacités des PME à bénéficier de la ZLEC	<b>249.322,00</b>		
<b>Activité 3.3.1</b> : Renforcement de la collaboration avec le secrétariat de la ZLECAF sur les interventions en faveur des PME	10.650,00		
<b>Activité 3.3.2</b> : Intégration du potentiel des PME dirigées par des jeunes dans l'évaluation de l'impact de la ZLECAF	-		
<b>Activité 3.3.3</b> : Organisation de séminaires sur la manière de commercialiser l'innovation au profit des PME	226.172,00		
<b>Activité 3.3.4</b> : Facilitation du jumelage et du mentorat des PME avec des services de conseil	12.500,00		
<b>Coût total</b>	<b>9.027.224,00</b>		

Tableau de l'Annexe A4 - Plan d'engagement des parties prenantes et des partenaires a Energize Africa AUDA-NEPAD - Phase 1 (2023-24)

#	Parties prenantes	Résultats stratégiques	Objet de la réunion	Date de la réunion
<b>Sensibilisation politique de haut niveau</b>				
1.	<p><b>Réunions clés de plaidoyer politique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. Réunion de sensibilisation lors du prochain sommet de l'UA 2023</li> <li>ii. Participation à chaque sommet des CER</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Adhésion politique</li> <li>▪ Les États membres et les CER sont informés au sujet de l'initiative</li> <li>▪ Possibilité de présenter la proposition de valeur d'Energize Africa</li> </ul>	<p>Addis-Abeba, Éthiopie</p> <p>Communautés économiques régionales : choix du pays</p>	<p>T1, 2023</p> <p>T2-T4, 2023</p>
2.	<p><b>Réunions des groupes de travail techniques</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sensibilisation des principales parties prenantes et des partenaires de l'UA à l'initiative "Energize Africa", qui constitue une ressource essentielle pour exploiter les capacités des jeunes afin de stimuler une croissance socio-économique accélérée et inclusive</li> <li>▪ Identification et lancement d'un atelier de lancement pour les groupes de travail techniques</li> <li>▪ Obtention de conseils techniques et stratégiques sur la conception globale et l'opérationnalisation d'Energize Africa</li> <li>▪ Points focaux / liaisons établis entre Energize Africa et les parties prenantes/partenaires de l'UA</li> <li>▪ Plusieurs réunions virtuelles avec les agences collaboratrices</li> </ul>		<p>T3, 2023</p> <p>T1-T2, 2023</p> <p>T1-T4</p>

#	Parties prenantes	Résultats stratégiques	Objet de la réunion	Date de la réunion
<b>Sensibilisation des parties prenantes et des partenaires du développement de l'UA</b>				
3.	<p>Un aperçu du Forum des parties prenantes et des partenaires de l'UA</p> <p><b>Consultations des parties prenantes de l'UA :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. Ministères des États membres,</li> <li>ii. Banques africaines de développement</li> <li>iii. Communautés économiques régionales</li> <li>iv. Toutes les catégories de banques, y compris les banques de développement, les banques régionales, les banques commerciales, les banques de commerce et de développement,</li> <li>v. Commissions parlementaires des finances et de la planification,</li> <li>vi. Institutions de responsabilité de l'UA (PAP, MAEP, etc.),</li> <li>vii. Agences de mise en œuvre de l'UA (AUDA-NEPAD, CUA, ZLECAF, etc.)</li> </ul> <p><b>Consultations sur les plates-formes statutaires de l'UA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. Comité des représentants permanents</li> <li>ii. Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'UA</li> </ul>	<p>Sensibilisation des principales parties prenantes et des partenaires de l'UA à l'initiative "Energize Africa", qui constitue une ressource essentielle pour exploiter les capacités des jeunes afin de stimuler une croissance socio-économique accélérée et inclusive</p> <p>D'où ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des plateformes d'engagement des parties prenantes et des partenaires de l'UA pour chaque résultat d'Energize Africa</li> <li>• Les membres du GTT sont issus des différents domaines de mise en œuvre d'Energize Africa</li> <li>• Harmonisation de la mise en œuvre du développement à des fins d'allocation efficace des ressources</li> </ul>		T2-T4
4.	<p><b>Consultations des investisseurs nationaux de l'Union africaine</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. États membres de l'UA</li> <li>ii. Secteur privé (tous les secteurs),</li> <li>iii. Philanthropes et fondations,</li> <li>iv. Organisations de la société civile</li> <li>v. Autres organisations non gouvernementales</li> </ul> <p><b>Consultations des partenaires extérieurs au développement de l'Union africaine</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. Gouvernements et institutions de développement</li> <li>ii. Agences / institutions de développement</li> </ul>	<p>Sensibilisation des principaux investisseurs nationaux de l'UA et des partenaires au développement</p> <p>D'où ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une plateforme instituée pour les investisseurs nationaux et les partenaires du développement</li> <li>• Les membres du GTT sont issus des différents domaines de mise en œuvre d'Energize Africa</li> <li>• Collaboration avec des fonds régionaux et investisseurs</li> </ul>		T2-T4





**AUDA-NEPAD**  
AFRICAN UNION DEVELOPMENT AGENCY

